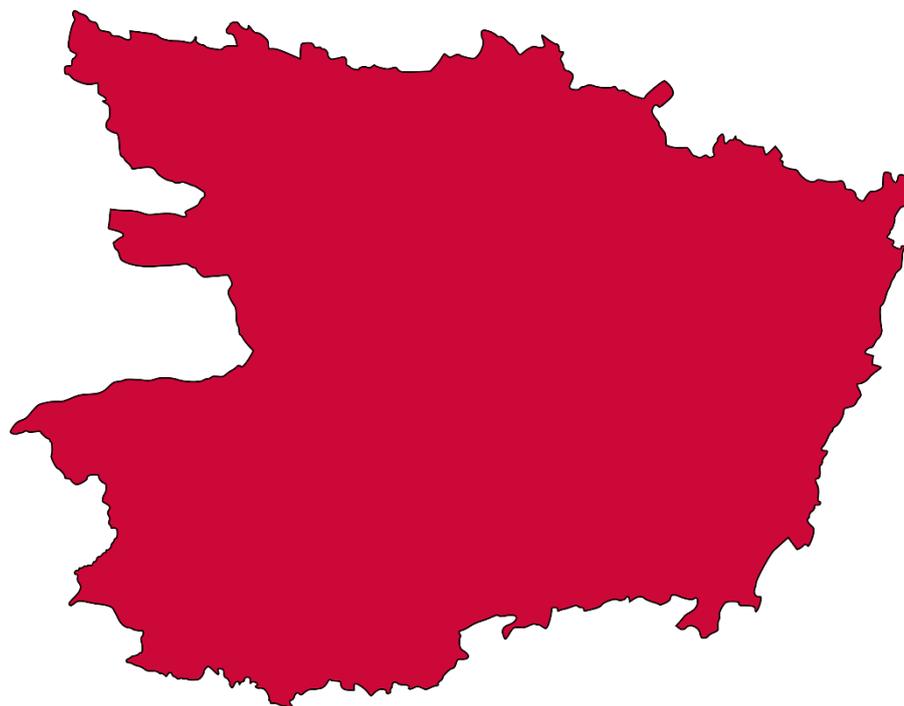


Août 2019

DIAGNOSTIC DÉPARTEMENTAL POUR LA LUTTE
CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA
TRAITE DES ÊTRES HUMAINS AUX FINS
D'EXPLOITATION SEXUELLE

Restitution des résultats et préconisations
pour le Maine-et-Loire



PRÉFET
DU MAINE-ET-LOIRE

INTRODUCTION	1
I- MÉTHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC.....	4
A. Le diagnostic partagé avec les acteurs.trices de terrain.....	4
1. Identification des partenaires et lancement de la démarche de diagnostic.....	4
2. Les entretiens	5
3. Le questionnaire en ligne	6
4. Les professionnel.les et bénévoles ayant contribué au diagnostic.....	7
5. Des données à prendre avec précaution.....	8
B. Le diagnostic Internet	9
1. Rappel de la méthodologie.....	9
2. Evolution du paysage Internet entre 2016 et 2018.....	10
3. Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des clients-prostitueurs.....	11
II- PREMIÈRES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHÉNOMÈNE PROSTITUTIONNEL EN MAINE-ET-LOIRE	13
A. Nombre de personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es.....	13
B. Nombre d’annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet	14
III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION	18
A. La prostitution visible	20
1. La prostitution de rue.....	20
2. La prostitution au bord des routes.....	20
B. La prostitution discrète.....	21
1. La prostitution dans des appartements, maisons et hôtels, via Internet	21
2. La prostitution dans des bars, clubs et salons de massage.....	23
C. La prostitution contre biens et services.....	24
D. Répartition des annonces Internet.....	24
IV- LES PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE.....	26
A. Profil des personnes en situation de prostitution	26
1. Une immense majorité de femmes.....	26
2. Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes	27
Focus sur la prostitution des étudiant.es :	29
3. Une majorité de personnes étrangères.....	30
B. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités.....	32

C. Des conditions de vie précaires	34
V- LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL : QUELQUES DONNÉES SUR LES PROXÉNÈTES ET LES CLIENTS-PROSTITUEURS.....	35
A. Proxénétisme et traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.....	35
1. Des réseaux chinois et sud-américains organisant des « sex tours » via Internet.....	36
2. Des réseaux d'Europe de l'Est et d'Afrique subsaharienne présents ponctuellement dans les rues et au bord des routes	37
3. Des réseaux organisant la prostitution de mineur.es français.es et étranger.es.....	38
décrits ci-dessus concernant les réseaux de traite internationaux.....	38
4. Du proxénétisme dans les bars, clubs et salons de massages	38
5. Des alertes sur du proxénétisme hôtelier	39
6. Du proxénétisme dans le cadre de violences conjugales.....	39
B. Les acheteurs de prostitution	39
CONCLUSION ET PISTES D'ACTION	43
ANNEXES	49
Annexe 1 : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016.....	49
Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2015 et 2019 et traitant de prostitution en Maine-et-Loire.....	50
Annexe 3 : Liste des structures rencontrées en entretien en Maine-et-Loire	51
Annexe 4 : Questionnaire en ligne	52
Annexe 5 : Méthodologie du diagnostic Internet : extraits du diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France	58
Annexe 6 : questionnaire à destination des étudiant.es.....	65

INTRODUCTION

En 2018, la Préfecture de Maine-et-Loire a demandé à l'Amicale du Nid de conduire un diagnostic départemental de la prostitution. L'étude a été menée entre novembre 2018 et mai 2019, en étroite collaboration avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité).

Le diagnostic précède l'installation de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Cette instance sera chargée de la mise en œuvre de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées¹ (*les principales mesures de cette loi sont présentées en annexe 1*). Elle aura deux missions : définir la stratégie de lutte contre le système prostitutionnel à l'échelle du département et étudier les demandes d'entrée dans des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. Présidée par le Préfet de département, elle rassemblera des représentant.es d'institutions publiques et des associations agréées².

Pour alimenter les travaux de cette commission, le diagnostic avait trois objectifs principaux :

- Etablir un chiffrage *a minima* du nombre de personnes en situation de prostitution en Maine-et-Loire, pour donner une idée de l'ampleur du phénomène.
- Identifier les structures susceptibles de rencontrer ces personnes, poser les bases d'une culture commune et préfigurer un réseau partenarial activable dans le cadre des futurs parcours de sortie de la prostitution.
- Elaborer des recommandations pour un plan d'action départemental de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

¹ Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

La loi peut être consultée ici :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032396046&categorieLien=id>

² La composition des commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains est fixée par le Décret n° 2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre.

Le décret peut être consulté ici :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/28/FDFA1621870D/jo/texte>

Pour répondre à ces objectifs, la méthodologie suivante a été proposée :

- Sensibilisation des acteurs.trices de terrain et recueil de données par un questionnaire en ligne et des entretiens semi-directifs
- Etude quantitative et qualitative des annonces Internet d'offre de prostitution
- Restitution et plan d'action

La collecte de données a donc eu lieu en deux grandes parties : un diagnostic partagé auprès de professionnel.les et bénévoles du département (novembre 2018 à mai 2019) et un diagnostic de la prostitution via Internet (décembre 2018 à avril 2019). Un questionnaire a aussi été diffusé auprès des étudiant.es de l'Université d'Angers, permettant de faire un focus sur ce public, et une revue de presse a été réalisée, recensant des articles parus entre 2015 et 2019. Grâce aux données recueillies, une première quantification, *a minima*, du phénomène prostitutionnel en Maine-et-Loire a pu être envisagée. Ces données font apparaître différents lieux et formes de prostitution et apportent de précieuses informations concernant les personnes en situation de prostitution et leurs parcours de vie. Elles font émerger des éléments d'analyse sur les autres acteurs du système prostitutionnel, proxénètes et « clients », actifs dans le département, ainsi que les besoins des partenaires pour mieux lutter contre ce système et en accompagner les victimes.

Précautions méthodologiques :

→ Ce diagnostic met en lumière l'existence de la prostitution dans le département de Maine-et-Loire, via le prisme des acteurs.trices de terrain et des annonces Internet.

- Les données recueillies lors du diagnostic partagé sont le reflet de la vision des professionnel.les et bénévoles interrogé.es.
- Les données du diagnostic Internet sont une photographie à un moment T.

Prostitution en Maine-et-Loire : quelques éléments de synthèse issus du diagnostic

240 professionnel.les et bénévoles ont répondu au questionnaire en ligne et/ou été rencontrés en entretien (novembre 2018 à mai 2019)³.

→ **57% de ces professionnel.les et bénévoles déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution.**

Les éléments fournis par ces acteurs.trices permettent de poser **l'hypothèse de 278 personnes a minima concernées par la prostitution**, dont au moins **216 personnes en situation de prostitution probable ou avérée** sur les trois dernières années (2016-2017-2018)⁴.

→ **535 annonces de prostitution ont été répertoriées sur 37 sites Internet.**

En tenant compte d'un taux de doublon estimé à 29%, nous pouvons émettre l'hypothèse de **380 personnes en situation de prostitution via Internet** au moment de notre étude (décembre 2018 à avril 2019)⁵.

Les acteurs.trices interrogés.es se disent globalement peu outillés.es pour aborder la question de la prostitution et accompagner les personnes concernées⁶ :

73% des répondant.es au questionnaire en ligne s'estiment insuffisamment outillés.es.

78% n'ont jamais suivi de formation.

→ **Les principaux besoins exprimés :**

51% des répondant.es au questionnaire en ligne souhaiteraient bénéficier de **l'appui d'associations spécialisées**

50% de davantage d'**information / sensibilisation**

41% de la mobilisation d'un **réseau partenarial**

32% de **formation**

20% d'**outils de prévention**

³ Voir page 7

⁴ Voir pages 13 et 14

⁵ Voir pages 14 à 16

⁶ Voir les pistes d'action pages 46 à 51

I- MÉTHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC

Les données que nous présentons dans ce document ont été collectées via deux sources principales :

- Auprès des professionnel.les et bénévoles susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution (novembre 2018 – mai 2019)
- Sur les sites Internet proposant des annonces d’offre de prostitution (décembre 2018 – avril 2019)

Un partenariat avec le syndicat étudiant UNEF a également permis de diffuser un questionnaire auprès des étudiant.es de l’Université d’Angers (*voir Focus sur la prostitution des étudiant.es*).

Les éléments recueillis ont été complétés par une revue de presse des articles parus entre 2015 et 2019 traitant de faits de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains en Maine-et-Loire (*voir annexe 2*).

A. Le diagnostic partagé avec les acteurs.trices de terrain

Le diagnostic partagé a été réalisé au moyen d’entretiens semi-directifs et d’un questionnaire en ligne envoyé aux professionnel.les et bénévoles susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution. La première étape a consisté à identifier ces professionnel.les et bénévoles, avec la Déléguée départementale aux droits des femmes et à l’égalité. Cette étape était d’autant plus importante que de nombreuses structures contactées au cours du diagnostic pourront être amenées à intervenir dans les parcours de sortie de la prostitution.

1. Identification des partenaires et lancement de la démarche de diagnostic

Les premiers échanges, mails et téléphoniques, avec la Délégation départementale aux droits des femmes et à l’égalité ont eu lieu au mois de juin 2018. Ils ont permis d’établir une liste de partenaires à inviter lors de la réunion de lancement du diagnostic le 17 octobre 2018, en Préfecture. Cette réunion, qui a rassemblé une quarantaine de partenaires du territoire, a constitué une première sensibilisation sur le système prostitutionnel. Elle a été l’occasion de mobiliser les acteurs.trices locaux.les autour de la démarche de diagnostic et de poser les

bases d'une culture commune pour échanger sur la prostitution, sujet généralement peu parlé en raison des représentations sociétales qui l'entourent.

La démarche a également été présentée lors de la commission départementale de lutte contre les violences faites aux femmes et une information a été réalisée à l'occasion d'un CISPD (Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance) d'Angers Loire Métropole, au mois de novembre 2018.

Les acteurs.trices ont été ciblé.es le plus largement possible. L'objectif n'était pas d'être représentatif de la totalité des professionnel.les et bénévoles de Maine-et-Loire mais bien d'assurer un nombre de contributions suffisant au diagnostic pour que les données recueillies soient exploitables.

Les structures contactées sont des institutions publiques et des associations intervenant dans les champs d'activité suivants :

- Accueil et accompagnement social, insertion sociale et professionnelle
- Hébergement, logement
- Santé
- Education, jeunesse
- Sécurité publique
- Justice

Parallèlement à la collecte de données, les contacts pris ont permis de répondre à des premières demandes d'information sur le thème de la prostitution : une journée a eu lieu en juillet 2019, à destination des professionnel.les sociaux.les et de santé de l'Education Nationale et deux interventions se sont déroulées à l'Université d'Angers pour échanger avec les étudiant.es (conférence et ciné-débat).

2. Les entretiens

Une série d'entretiens semi-directifs, conduits de manière individuelle ou collective, a été organisée par la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) en mars-avril-mai 2019. La majorité a été réalisée en présentiel, à Angers. Trois ont eu lieu par téléphone. Dans le prolongement de la réunion du 17 octobre 2018, ces entretiens ont permis de mieux connaître le partenariat local, (re)présenter la loi du 13 avril 2016 et la démarche de diagnostic,

échanger sur le système prostitutionnel, les éventuels situations ou risques de prostitution identifiés, les besoins en termes de prévention, de repérage et d'accompagnement.

Les entretiens avaient d'abord pour objectif de faire émerger la prostitution comme un sujet d'attention pour les acteurs.trices du territoire et d'apporter des éléments de réflexion sur le phénomène. Ils devaient ensuite faciliter l'appropriation de la démarche de diagnostic pour maximiser les chances de diffusion et de réponses au questionnaire en ligne, au sein des structures et des réseaux de partenaires locaux. Il s'agissait enfin de compléter les réponses obtenues à ce questionnaire, en rencontrant des acteurs.trices n'ayant pas encore répondu, mais aussi des partenaires ayant déjà contribué et identifié un nombre important de situations.

Au total, 21 entretiens ont été réalisés auprès de 31 professionnel.les et bénévoles (*la liste complète des structures rencontrées en entretien figure en annexe 3*).

3. Le questionnaire en ligne

Le questionnaire en ligne, auto-administré via Google Form, a été envoyé par mail avec une présentation de la démarche de diagnostic par la DDCS, à partir du mois de novembre 2018, aux acteurs.trices des secteurs cités ci-dessus (*voir paragraphe I-A-1- Identification des partenaires*). Des points réguliers ont été réalisés par téléphone et par mail pour effectuer des relances ciblées en fonction des réponses déjà obtenues, jusqu'au mois de mai 2019.

Le questionnaire était constitué de deux parties :

- I- Le repérage et l'identification des personnes en risque, ou en situation de prostitution
- II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

(Le questionnaire complet est disponible en annexe 4).

Il avait pour objectif de faire remonter deux types de données :

- Des éléments sur les risques et les situations de prostitution identifiés, de manière probable ou avérée, par les acteurs.trices de terrain : formes et lieux de prostitution, personnes victimes du système prostitutionnel et leurs parcours de vie, présence de proxénètes et/ou de réseaux de traite des êtres humains.
- Des éléments sur les pratiques professionnelles et bénévoles des répondant.es : les ressources déployées, les besoins, les difficultés rencontrées.

Tout comme les entretiens, le questionnaire a été conçu comme un outil de collecte de données mais aussi de sensibilisation au sujet du système prostitutionnel. De courts paragraphes d'information sur les différentes formes de prostitution, les causes d'entrée dans le système prostitutionnel et la loi du 13 avril 2016 ont été introduits. Par ailleurs, il était possible de répondre au questionnaire collectivement, en indiquant le nombre de professionnel.les et/ou bénévoles consulté.es. Cette modalité de réponse a été pensée comme un moyen d'aborder le sujet de la prostitution en équipe, à l'échelle d'un service ou d'une structure.

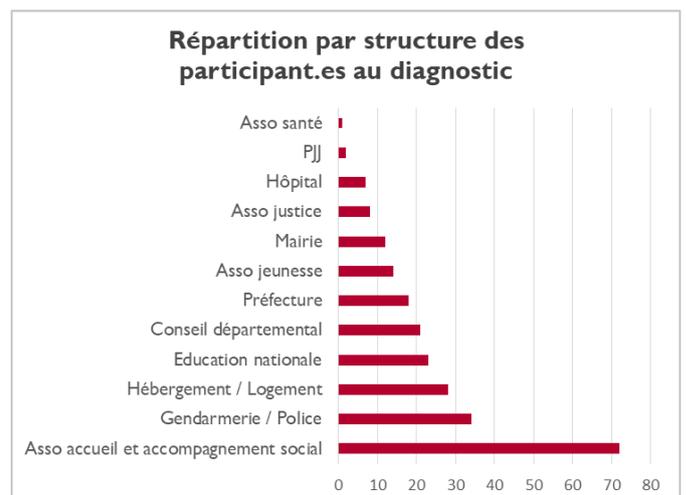
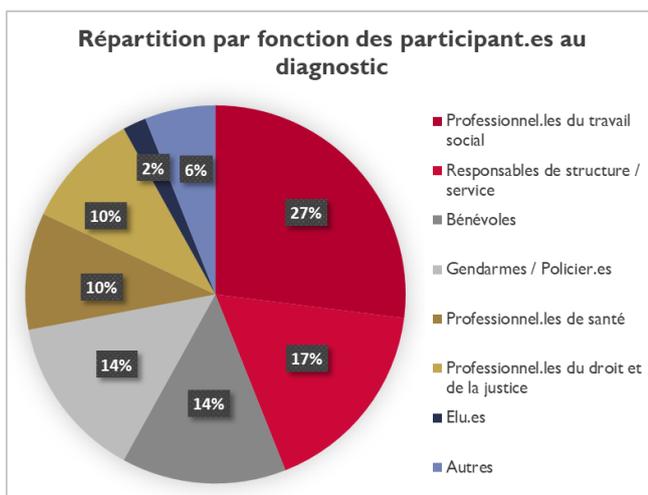
232 professionnel.les et bénévoles ont répondu au questionnaire en ligne⁷.

4. Les professionnel.les et bénévoles ayant contribué au diagnostic

Au total, ce sont 240 professionnel.les et bénévoles qui ont participé au diagnostic en Maine-et-Loire, via les entretiens et/ou le questionnaire en ligne.

Elles.ils sont travailleurs.euses sociaux.les (64), responsables de structure ou de service (42), bénévoles (33), gendarmes ou policier.es (33), professionnel.les de la santé (24), professionnel.les de la justice et du droit (23) et élu.es (6).

Les structures les plus représentées sont les associations ayant des missions d'accueil et d'accompagnement social (72), les forces de l'ordre (34), les structures d'hébergement / logement (28), l'éducation nationale (23) et le conseil départemental (21).



⁷ 87 réponses ont été obtenues, dont 22 collectives. Les réponses collectives ont concerné entre 2 et 27 professionnel.les et/ou bénévoles selon les structures répondantes.

Les relances successives de la DDSC ont permis d'obtenir une mobilisation importante des acteurs.trices locaux.les, au regard des expériences de diagnostic conduits par l'Amicale du Nid dans d'autres territoires.

5. Des données à prendre avec précaution

Les données présentées dans cette étude doivent être considérées avec une extrême précaution. Elles n'ont pas de valeur absolue en dehors du contexte de ce diagnostic et ne peuvent être comparées de manière brute avec les éléments recueillis lors d'autres diagnostics, y compris lorsqu'ils ont été réalisés avec la même méthodologie, car elles ne représentent pas objectivement l'intégralité de la réalité du phénomène prostitutionnel dans les territoires étudiés.

Les éléments recueillis sont déclaratifs et comportent en cela des difficultés d'interprétation dues au fait qu'ils reflètent :

- L'intérêt porté au sujet de la prostitution, au niveau individuel pour chacun.e des professionnel.les et bénévoles interrogé.es, au sein des structures contactées mais aussi à l'échelle du département et des politiques publiques qui y sont menées.
- Les niveaux de sensibilisation et de formation des professionnel.les et bénévoles à la problématique du système prostitutionnel. Le repérage des personnes en situation ou en risque de prostitution s'avère complexe. La prostitution est rarement nommée par les personnes qui en sont victimes, et par les professionnel.les et bénévoles qui les rencontrent, du fait des nombreuses représentations qui l'entourent et qui influencent, souvent de manière inconsciente, les façons dont elle est perçue. Les réponses au questionnaire et les entretiens réalisés indiquent que tous.les acteurs.trices interrogé.es n'en sont pas au même stade de travail ou de réflexion sur ces représentations. Tous.les n'ont pas le même degré de connaissance du système prostitutionnel.
- Des faits qui ont été, pour un certain nombre d'entre eux, rapportés par les personnes victimes. Les discours, et leur rapport, dépendent de plusieurs niveaux d'interprétation : ils sont nécessairement contraints par ce que les personnes victimes acceptent et/ou sont en mesure de révéler et par la capacité des professionnel.les et des bénévoles à les entendre. Cette contrainte se retrouve pour toutes les violences sexistes et sexuelles. De manière générale, très peu de femmes victimes de violences portent plainte (environ 14% pour les violences au sein du couple, 10% pour les viols

en France métropolitaine⁸). Cela s'explique par l'emprise exercée par les agresseurs mais aussi par la tolérance aux violences sexistes et sexuelles de notre société : les violences subies sont taboues, renvoyées à la sphère privée, les femmes victimes sont stigmatisées, la charge de la culpabilité inversée. Ces phénomènes apparaissent particulièrement exacerbés dans le cas de la prostitution. Dans ce contexte, la connaissance et la conscience des professionnel.les et bénévoles de la problématique sont clés pour permettre aux victimes de parler de leur vécu.

En Maine-et-Loire, 181 répondant.es au questionnaire en ligne sur 232 indiquent n'avoir jamais été formé.es sur le système prostitutionnel. 170 se considèrent insuffisamment outillé.es pour aborder le sujet et accompagner les personnes en situation ou en risque de prostitution.

B. Le diagnostic Internet

62% de la prostitution passerait aujourd'hui par Internet⁹, pour la mise en relation entre acheteurs d'actes sexuels et personnes en situation de prostitution. Parallèlement à la collecte de données auprès des acteurs.trices du territoire, nous avons donc choisi de considérer Internet comme un terrain de recherche à part entière.

1. Rappel de la méthodologie

La méthodologie utilisée pour le département de Maine-et-Loire reprend celle développée lors du diagnostic dans quatre départements d'Ile-de-France en 2016-2017¹⁰. Cette section en présente les grandes lignes.

(Un descriptif complet de la méthode employée et des précautions à prendre dans l'interprétation des résultats, issu de la restitution du diagnostic en Ile-de-France est disponible en annexe 5).

37 sites Internet ont été étudiés, à partir d'une liste issue du diagnostic Ile-de-France et mise à jour au moyen d'une recherche Google par mots clés : « prostitution + Maine-et-Loire »,

⁸ <http://stop-violences-femmes.gouv.fr/Les-chiffres-de-referance-sur-les.html>

⁹ Mouvement du Nid et Psytel, Etude « PROSTCOST – Estimation du coût économique et social de la prostitution en France », 2015.

La synthèse de l'étude est consultable ici : <https://prostcost.files.wordpress.com/2015/05/prostcost-synthc3a8se-ok.pdf>

¹⁰ Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017.

Le rapport et la synthèse sont consultables ici : <http://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-de-la-prostitution-dans-quatre-departements-dile-de-france/>

« prostituée + Maine-et-Loire », « trouver prostituée + Maine-et-Loire », « escort + Maine-et-Loire », « massage érotique + Maine-et-Loire ».

Ces sites peuvent être répartis en trois catégories : les sites spécialisés en « escorting » (sites d'agences d'« escorts » basées à l'étranger ou catalogues d'« escorts »), les sites de petites annonces généralistes et les sites de rencontres. Un site répertorie également des salons de massage érotique.

Sur ces 37 sites, une quantification des annonces a été effectuée en Maine-et-Loire, avec un tri en fonction des villes déclarées par les auteur.es des annonces. 535 annonces ont été comptabilisées entre le 5 décembre 2018 et le 2 avril 2019.

Les 535 annonces ne pouvant être analysées en détail dans leur totalité, un échantillon a été constitué pour tenter de qualifier l'offre de prostitution via Internet. Pour assurer une certaine représentativité de la population examinée, la taille de cet échantillon a été définie à partir du calculateur gratuit du site checkmarket.com. Avec une marge d'erreur de 5%, le nombre d'annonces à étudier a été fixé à 224. Ces 224 annonces ont ensuite été réparties par site, en fonction des proportions de la population générale, puis sélectionnées de manière aléatoire sur chaque page.

2. Evolution du paysage Internet entre 2016 et 2018

Si la même méthodologie a pu être utilisée en Ile-de-France et en Maine-et-Loire, il est intéressant de noter que des évolutions ont eu lieu dans le paysage Internet entre ces deux études.

Vivastreet, dont les rubriques « Erotica » et « Erotica gay » étaient réputées pour héberger des annonces d'offre de prostitution¹¹, fait actuellement l'objet d'une information judiciaire pour proxénétisme aggravé, ouverte par le parquet de Paris le 30 mai 2018. Le site était déjà visé par une enquête préliminaire suite aux plaintes déposées par le Mouvement du Nid et les parents d'une jeune fille mineure en situation de prostitution en 2016. Les différentes rubriques « Rencontres », parmi lesquelles « Erotica », ont été suspendues par Vivastreet au mois de juin 2018¹². Le site Wannonce, également régulièrement cité dans des affaires de

¹¹ « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », Laure Motet, *Le Monde*, 2 février 2017 : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/02/02/les-differents-visages-de-la-prostitution-par-petites-annonces_5073329_4355770.html

¹² « Prostitution : Vivastreet suspend sa rubrique Rencontres », *Le Monde*, 19 juin 2018 :

proxénétisme, est inaccessible depuis le mois de juillet 2018. L'issue de la procédure visant Vivastreet sera déterminante concernant la lutte contre le proxénétisme sur Internet en France, dans le nouveau contexte législatif.

Suite au diagnostic conduit en Maine-et-Loire et à une étude similaire menée dans le Pas-de-Calais entre septembre et décembre 2018, nous émettons l'hypothèse qu'il y aurait eu un certain report des annonces vers des sites spécialisés en « escorting » (en particulier escorts69.fr et sexemodel.com).

3. Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des clients-prostituteurs

Parallèlement à l'étude des annonces d'offre de prostitution, nos recherches sur Internet ont permis d'apporter des éléments d'information sur la prostitution en Maine-et-Loire concernant deux points :

- Les lieux à « haut risque prostitutionnel ». Les bars à hôtesse (également appelés bars à champagne, américains ou à bouchons selon les régions), les clubs à vocation sexuelle (libertinage, strip-tease, échangisme...) et les salons de massage érotique sont susceptibles d'abriter des activités prostitutionnelles. Cette réalité est confirmée par les témoignages de personnes accompagnées par les associations spécialisées. Malgré cela, comme l'indique le rapport d'information parlementaire Geoffroy / Bousquet de 2011, « la preuve de l'activité prostitutionnelle est difficile à apporter, étant donné l'apparence de légalité de ces établissements »¹³. Une recherche Google et la consultation des sites www.clubech.fr et www.petitfute.com (rubrique « S'amuser - sortir »), croisées avec les réponses au questionnaire en ligne et les entretiens réalisés auprès des professionnel.les et bénévoles du département, nous ont permis de dresser une liste de ces lieux, que nous appelons « à haut risque prostitutionnel », en Maine-et-Loire (voir *III-B-2- La prostitution dans des bars, clubs et salons de massage*). Le fait de les faire apparaître dans ce diagnostic ne signifie pas que des faits de prostitution avérés y ont nécessairement été constatés mais permet d'exprimer notre inquiétude,

https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/06/19/prostitution-vivastreet-suspend-sa-rubrique-rencontres_5317513_3224.html

¹³ Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011.

Le rapport complet est consultable ici : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i3334.asp>

et celle de plusieurs acteurs.trices de terrain, quant aux risques prostitutionnels qu'ils peuvent engendrer.

- Les acheteurs de prostitution. Comme nous le verrons dans la dernière partie de ce diagnostic, les acheteurs d'actes sexuels sont tout à fait visibles sur Internet. Lors de la réalisation du diagnostic en Ile-de-France, il est apparu, qu'au-delà de leur présence sur les sites proposant des annonces d'offre de prostitution, les « clients » avaient également leurs propres sites, leur permettant d'échanger entre eux. Le site trouverpute.com, qui répertoriait de manière participative les lieux de prostitution au moyen d'une Google Map et dispensait des « tutoriels » à destination des acheteurs d'actes sexuels, a été fermé en début d'année 2018 et n'a donc pas été utilisé pour le diagnostic en Maine-et-Loire. Sur le site « Youppie.net », le « forum de la coquinerie » comprend une rubrique « prostitution » dont les sujets sont répartis par pays. Les sous-forums « France » ont été fermés le lendemain du vote de la Loi du 13 avril 2016. Les anciens sujets de discussion restent cependant accessibles dans les archives. Sans prétendre à une quantification de la demande de prostitution, une étude des sujets actifs entre le 1^{er} janvier 2015 et le 14 avril 2016 sur Youppie.net et des annonces de demande de prostitution plus récentes postées sur un site de petites annonces généraliste, ainsi qu'une simulation sur un tchat régulièrement cité par les professionnel.les de la jeunesse et des forces de l'ordre, nous permettent d'illustrer la présence de clients-prostitueurs en Maine-et-Loire (*voir V-B- Les acheteurs de prostitution*).

II- PREMIÈRES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHÉNOMÈNE PROSTITUTIONNEL EN MAINE-ET-LOIRE

Les données recueillies dans le cadre du diagnostic partagé et du diagnostic Internet nous permettent de poser les premières bases d'une quantification de la prostitution en Maine-et-Loire. Les chiffres présentés n'ont pas vocation à être exhaustifs mais visent à donner une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel dans le territoire étudié. Ils correspondent, dans tous les cas, à des estimations *a minima*, rendant compte d'une partie du système prostitutionnel perçue par le prisme des acteurs.trices de terrain et des annonces Internet.

- **57% des professionnel.les et bénévoles interrogé.es déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution.**
Les éléments fournis par ces acteurs.trices permettent de poser **l'hypothèse de 278 personnes *a minima* concernées par la prostitution**, dont au moins **216 personnes en situation de prostitution probable ou avérée** sur les trois dernières années (2016-2017-2018).
- **535 annonces de prostitution** ont été répertoriées sur 37 sites Internet.
En tenant compte d'un taux de doublon estimé à 29%, nous pouvons émettre l'hypothèse de **380 personnes en situation de prostitution via Internet** au moment de notre étude (mai à juillet 2018).

A. Nombre de personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es

57% des professionnel.les et bénévoles interrogé.es via le questionnaire en ligne et/ou lors des entretiens (soit 137) déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution. Les éléments fournis par ces acteurs.trices nous permettent de poser l'hypothèse de 278 personnes *a minima* concernées par la prostitution, dont au moins 216 personnes en situation de prostitution probable ou avérée, sur les trois dernières années (2016-2017-2018). Il peut s'agir de personnes en situation de prostitution en Maine-et-Loire, mais aussi de personnes en situation de prostitution dans d'autres départements français, voire à l'étranger, ayant fait appel à des services sociaux ou de santé de Maine-et-Loire.

Le chiffre avancé correspond à une estimation basse du nombre de personnes en situation de prostitution repérées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es¹⁴. Il ne s'agit en aucun cas d'un décompte de la totalité des personnes en situation de prostitution dans le territoire étudié. Celui-ci donnerait sans aucun doute un chiffre beaucoup plus important. Il ne s'agit pas non plus d'une indication du nombre de parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle qui pourraient être mis en œuvre dans le département. Nous n'avons pas d'éléments sur le nombre de personnes concernées qui feront une demande de sortie de prostitution. Nous savons, de par notre expérience, que la formulation d'une telle demande peut être longue et difficile, notamment pour que la personne prenne conscience du système d'emprise dans lequel elle est enfermée et trouve les moyens, et les appuis, pour envisager de s'en affranchir. D'où l'importance de constituer un maillage partenarial autour de cette question et de concrétiser l'intervention spécialisée d'association(s) agréée(s) comme prévu par la Loi du 13 avril 2016.

B. Nombre d'annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet

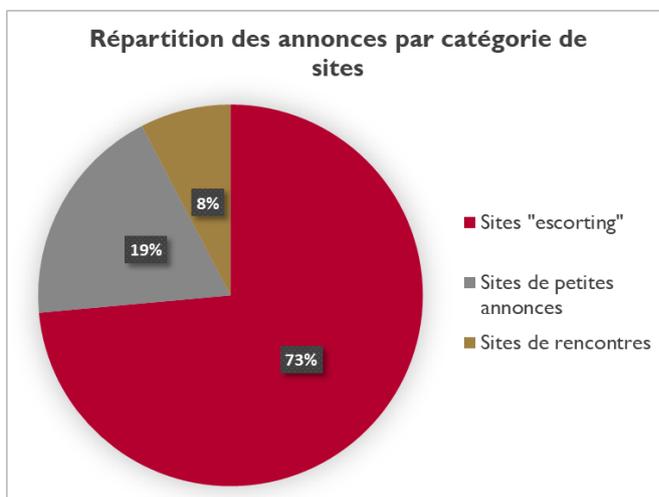
Nombre d'annonces d'offre de prostitution affichées en Maine-et-Loire, répertoriées entre le 5 décembre 2018 et le 2 avril 2019, par site étudié.

Sites	
ladyxena.com	28
escortsexe.net	23
6annonce.com	11
happyescorts.com	43
escort-rencontre.net	4
escort-fr.com	6
escortsabc.com	10
girlsfr.com	0
escortsfrance.org	1
zaramodel.com	0
luxury-girl-friend.com	0
tescort.com	1
france.topescortbabes.com/fr	6
escorts69.fr	109
niamodel.com	0
247annonces.com	0
lovesita.com	9

¹⁴ Une même situation peut avoir été renseignée plusieurs fois, par différents acteurs.trices. Les données recueillies via le questionnaire en ligne et lors des entretiens ont été consolidées et croisées pour retirer autant que possible les doublons. Nous n'excluons pas que certains aient pu nous échapper, faute d'informations disponibles. Les choix de calculs qui ont été fait nous permettent cependant raisonnablement de penser que les données présentées dans ce document sont bien une estimation *a minima* du nombre de personnes en situation probable ou avérée de prostitution identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es. Dans le questionnaire en ligne, et lors des entretiens, il était demandé aux professionnel.les et bénévoles de préciser le nombre de personnes concernées par les situations repérées. En l'absence de réponse, nous avons choisi de compter 1 par défaut. Lorsque la réponse comprenait plusieurs chiffres (par exemple : « 3 ou 4 »), nous avons systématiquement retenu le plus petit.

sexemodel.com	137
Total sites spécialisés « escorting »	388
marche.fr	6
q-trouve.com	48
lespag.com	48
lesparticuliers.fr	1
Total sites de petites annonces	103
massagexquis.com	0
Total sites massages érotiques	0
rencontreintime.com	13
onseconnait.com	4
<i>Sites reprenant les mêmes contenus</i>	
celibook.com	3
rencontres.insolites.net	3
rudelarencontre.com	3
rencontre-ephemere.com	3
rencontres-sanslendemain.com	3
tolere.com	3
calinemoi.com	3
fordatings.com	3
pasdesex.com	3
xxl-annonces.com	0
trans-rencontre.com	0
plancul.dating	0
Total sites de rencontres	44
TOTAL	535

535 annonces ont été répertoriées au total en Maine-et-Loire entre les mois de décembre 2018 et avril 2019.



L'analyse de l'échantillon, selon la méthode présentée plus haut (*voir I-B-1 Rappel de la méthodologie*), laisse apparaître un taux de doublons des annonces de l'ordre de 29%. Il peut s'agir d'annonces apparaissant plusieurs fois sur le même site ou sur des sites différents. En appliquant ce taux de doublons aux 535 annonces en Maine-et-Loire, nous pouvons émettre l'hypothèse que 380 personnes en situation de prostitution pourraient être concernées par ces

annonces. Il peut s'agir de personnes qui ne sont pas nécessairement basées en Maine et Loire, mais qui s'y sont trouvées au moment où nous avons effectué notre comptabilisation.

Compte tenu de toute la partie restée inexplorée des réseaux sociaux, des applications mobiles, des tchats et des sites nécessitant une inscription pour en consulter les contenus, et du fait que certaines annonces peuvent renvoyer en réalité à plusieurs personnes en situation de prostitution, nous pouvons raisonnablement penser qu'il s'agit d'une estimation basse du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet, en Maine-et-Loire, au moment T de notre étude.

Voici quelques extraits des annonces étudiées en Maine-et-Loire :

« Coucou, je m'appelle Dounia je suis d'origine maghrébine de passage dans ta ville si tu veux un agréable moment avec moi n'hésite pas à m'appeler je te recevrai avec plaisir si jamais je ne réponds pas c'est que je suis occupée et je te rappellerai au plus vite bébé ».

(extrait du site sexemodel.com)

« Belle femme latino, douce vous reçoit dans un cadre agréable en toute discrétion. Je saurai faire de votre massage et domination un moment inoubliable.

Je ne réponds pas aux mails, ni aux SMS ni aux numéros masqués

A très bientôt.

Julie »

(extrait du site g-trouve.com)

« Coucou chers coquins

Je suis une douce et ravissante jeune femme avec un corps sublime et un visage d'ange, je vous propose des moments intenses, sensuels et relaxants. Pulpeuse, élégante, authentique slave, douce, discrète, vous propose une rencontre coquine et de qualité. Je privilégie les hommes élégants, matures et courtois. A bientôt peut être.

Bisous coquin »

(extrait du site ladyxena.com)

« Bonjour. Je m'appelle Aleksandra. Une femme élégante, naturelle et discrète. Mes photos sont bien réelles (34ans 170cm 55kg) je vous propose un moment très agréable. Pour plus d'info appeler uniquement par tel ou sms. Je suis dans un appartement privé dans centre ville. Bisous et a bientôt... »

(extrait du site sexemodel.com)

Ces quatre annonces illustrent à elles seules plusieurs aspects de la prostitution via Internet¹⁵ :

- La prostitution est rarement nommée comme telle. Elle est suggérée, édulcorée : « massage », « rencontre coquine », « moment très agréable »...
- Les auteur.es des annonces, qui bien souvent ne sont pas les personnes en situation de prostitution elles-mêmes mais leur(s) proxénète(s), ont recours à des faux-semblants tout à fait similaires à ceux que l'on peut observer dans la prostitution de rue : « je te recevrai avec plaisir », « bisous coquin ». Les annonces peuvent donner l'impression que les personnes sont dans une certaine maîtrise, voire qu'elles ont la possibilité de choisir leurs « clients » et leurs « conditions d'exercice » : « je privilégie les hommes élégants, matures et courtois », « je ne réponds pas aux mails, ni aux SMS ni aux numéros masqués ». Ces faux-semblants cachent les rapports de domination, la violence et l'emprise inhérents au système prostitutionnel et leurs conséquences sur les personnes en situation de prostitution.
- La marchandisation des corps et la réification des personnes sont exacerbées. Les personnes sont classées dans des catégories, renvoyant à un âge, une couleur de peau, une origine « ethnique », une corpulence... pour être choisies par les acheteurs : « d'origine maghrébine », « latino », « jeune », « authentique slave », « pulpeuse ». Ces catégories ne correspondent pas forcément à la réalité des personnes et sont empreintes de stéréotypes sexistes et racistes (*voir IV-A- Profil des personnes en situation de prostitution. En particulier les paragraphes 2 et 3*).
- Cette marchandisation passe aussi par l'usage de photos (« mes photos sont bien réelles ») qui, très souvent, font apparaître des corps sans visages, dans des positions sexuellement explicites et soumises, ou des morceaux de corps (seins, fesses, sexes).
- La prostitution via Internet est très mobile, ou s'affiche comme telle (*voir III-D- Répartition des annonces Internet*) : « de passage dans ta ville ».
- Si les annonces sont virtuelles, elles comportent des éléments nous rappelant que la rencontre avec l'acheteur et la passe sont bien réelles : « vous reçoit », « dans un appartement privé dans centre ville ». Internet reste un mode de mise en relation avec les clients-prostituteurs. Il peut exacerber certains aspects du système prostitutionnel, la marchandisation ou la mobilité par exemple, mais il n'en modifie pas fondamentalement la structuration ou le fonctionnement.

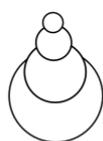
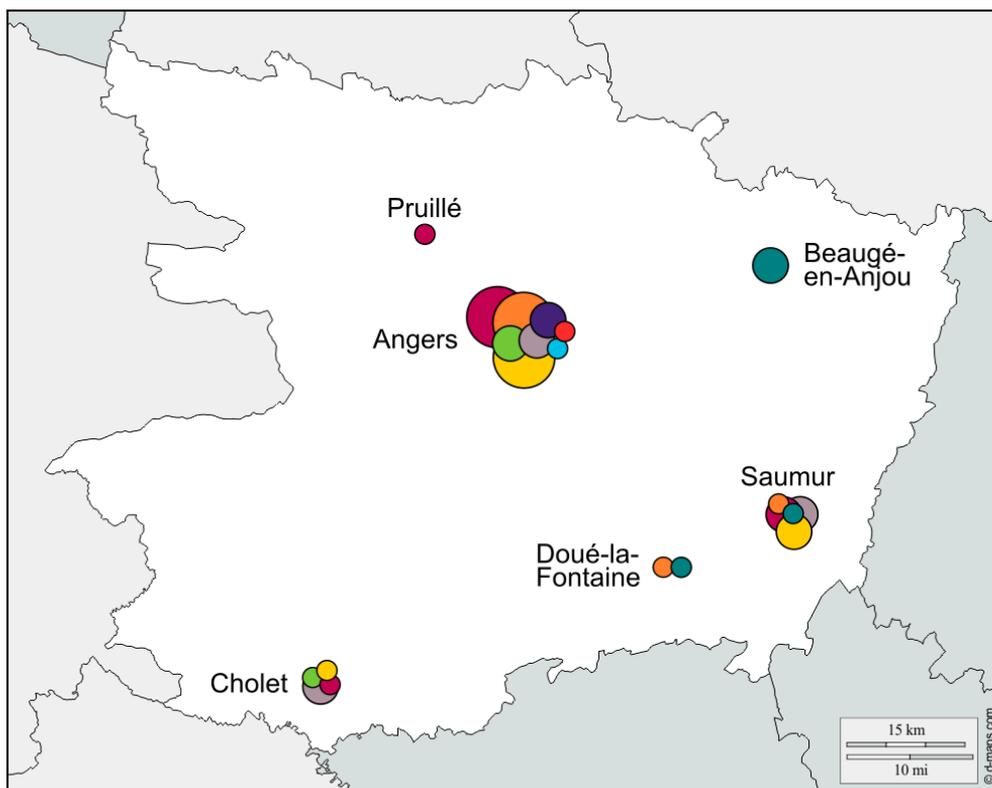
¹⁵ Pour une analyse plus complète de la prostitution via Internet, voir Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017 : <http://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-de-la-prostitution-dans-quatre-departements-dile-de-france/>

III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION

La cartographie présentée dans cette rubrique permet de visualiser les lieux et les formes de prostitution identifiés par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es en Maine-et-Loire. Elle montre des lieux de prostitution avérés, pour lesquels des faits de prostitution ont été rapportés par les victimes ou directement observés, mais aussi des lieux correspondant à des hypothèses de prostitution ressorties dans les entretiens et le questionnaire en ligne. Sans prétendre à l'exhaustivité, elle donne une première idée, *a minima*, de l'ampleur et de la variabilité des formes prises par la prostitution sur le département.

Toutes les personnes en situation de prostitution identifiées par les contributeurs.trices au diagnostic ne figurent pas sur la carte. Pour certaines, le lieu de prostitution n'est pas connu ou précisé. Pour d'autres, les faits de prostitution se déroulent, ou se sont déroulés, hors du département de Maine-et-Loire. Il n'est par ailleurs pas pertinent d'ajouter les cercles, des personnes pouvant être concernées par plusieurs formes et/ou lieux de prostitution.

Les formes de prostitution auxquelles nous nous référons correspondent à différentes facettes du système prostitutionnel. Elles ne diffèrent pas dans leur nature (l'achat d'un acte sexuel), qui est toujours intrinsèquement violente en raison des rapports de domination qui la structurent, ni dans leurs conséquences sur les personnes victimes. La distinction se situe au niveau des lieux de mise en relation avec les « clients » et/ou de passe. Les formes peuvent être classés en deux grandes catégories : la « prostitution visible » et la « prostitution discrète ». La prostitution est qualifiée de visible ou *outdoor*, lorsque les faits ont lieu à l'extérieur : rue, route, plage, parking, forêt... Elle est dite discrète ou *indoor* quand elle se déroule dans des lieux clos : hôtel ou appartement, avec une mise en relation passant généralement par Internet, mais aussi bar, club, structure d'hébergement...



Au moins 1 personne en situation de prostitution
 4 à 8 personnes
 22 à 27 personnes
 31 personnes

- Route / Rue
- Appartement ou maison
- Hôtel
- Cave
- Bar / club
- Salon de massage
- Contre biens ou services (dont hébergement)
- Via Internet
- Forme(s) de prostitution inconnue(s)

Cartographie des lieux et des formes de prostitution, réalisée à partir des entretiens et du questionnaire en ligne.

A. La prostitution visible

D'après les témoignages des professionnel.les et bénévoles que nous avons rencontré.es en entretien, la prostitution visible est aujourd'hui peu présente en Maine-et-Loire. Elle subsiste dans quelques lieux bien identifiés à Angers. Plusieurs situations sont également remontées à Saumur et dans des zones plus rurales du département. Les données agrégées des entretiens et du questionnaire en ligne nous ont permis de comptabiliser une quarantaine de personnes en situation de prostitution dans des rues ou au bord des routes du département, entre 2016 et 2018. Certaines de ces personnes sont présentes depuis plusieurs années. Elles sont alors bien identifiées par les associations (Mouvement du Nid, Samu social, Le Refuge ...) et la DDSP (direction départementale de la sécurité publique). D'autres, beaucoup plus mobiles, sont présentes de manière ponctuelle sur le département et, de ce fait, moins en lien avec les acteurs.trices locaux.les.

1. La prostitution de rue

Si elle apparaît moins importante que dans les années 1990 ou 2000, la prostitution de rue est encore bien visible sur deux lieux à Angers : le secteur de la gare et la Place La Rochefoucault dans le quartier de la Doutre. Elle concerne principalement des personnes transidentitaires originaires d'Amérique latine, ainsi que quelques femmes françaises et africaines. Toutes sont en situation de prostitution depuis plusieurs années.

Parmi les personnes présentes plus ponctuellement, au niveau de la gare d'Angers, nos interlocuteurs.trices décrivent des jeunes femmes d'Europe de l'Est, visiblement sous l'emprise d'un réseau de proxénétisme, mais aussi des personnes isolées et en errance, dont des mineur.es, à qui des agresseurs viennent proposer un hébergement contre un acte sexuel.

Quelques situations de prostitution de rue ont été identifiées à Saumur.

2. La prostitution au bord des routes

La prostitution est également visible en dehors des agglomérations. Nous ont ainsi été signalés :

- La présence ponctuelle de femmes, parfois très jeunes, de nationalités nigérianes et roumaines au bord de routes dans le nord du département, notamment dans le secteur

de Pruillé. Elles pourraient être amenées par des réseaux implantés dans les départements limitrophes, à Nantes notamment, et se déplaçant en Maine-et-Loire en fonction des opérations de police.

- La présence de femmes en situation de prostitution depuis de nombreuses années, à bord de camions ou dans des jardins, dans des « zones très rurales autour de Cholet et de Saumur ».

Des questionnements ont été émis, enfin, concernant de possibles faits de prostitution à proximité de lieux de rencontre extérieur entre hommes, le long des anciennes voies ferrées vers l'Île-Saint-Aubin à Angers et sur une aire de repos dans le secteur de Saint-Barthélemy-d'Anjou.

B. La prostitution discrète

La majorité des situations décrites par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es relève de la prostitution discrète. Une centaine de personnes sont ainsi clairement identifiées comme étant prostituées dans deux types de lieux principaux.

1. La prostitution dans des appartements, maisons et hôtels, via Internet

La prostitution *indoor* se concentre principalement dans des appartements ou maisons et, dans une moindre mesure, dans des hôtels. La mise en relation avec les « clients » passe très souvent par Internet. Cette forme de prostitution est particulièrement ressortie au cours de nos entretiens avec la DDSF et le Mouvement du Nid, qui la décrivent comme étant la plus développée sur le département. Elle apparaît également dans notre diagnostic Internet et dans la revue de presse (*voir notamment III-D- Répartition des annonces Internet et annexe 2*). Très mobile, elle est difficile à saisir, que ce soit par les forces de l'ordre cherchant à remonter les réseaux de proxénétisme et de traite, ou par les associations venant en aide aux victimes.

Nous pouvons distinguer plusieurs types de situations :

- La prostitution dite « de passage » ou « itinérante » de personnes étrangères exploitées par des réseaux de traite internationaux. Il s'agit principalement de femmes, parfois des personnes transidentitaires, chinoises et latino-américaines. Elles ne sont présentes que quelques jours, ou quelques semaines, avant d'être déplacées dans une

autre ville par leurs exploiters (*voir V-A-1 Des réseaux chinois et sud-américains organisant des « sex-tours » via Internet*).

- La prostitution de femmes françaises, domiciliées en Maine-et-Loire, en précarité économique et sociale. Nos interlocuteurs.trices décrivent notamment des situations de jeunes étudiantes et de femmes isolées, parfois avec des enfants à charge, souvent sans emploi et victimes de violences conjugales.
- La prostitution de mineur.es, majoritairement des jeunes filles françaises (un garçon et une mineure non-accompagnée identifié.es). La plupart ont subi des violences sexuelles et/ou sont en proie à des carences affectives (*voir V-B-3- Des réseaux organisant la prostitution de mineur.es français.es et étranger.es*).
- La prostitution d'hommes homosexuels, identifiés notamment par le Refuge, via des sites et applications tels que Grindr, Hornet et Gay Romeo. Plutôt jeunes, ils souffrent également de carences affectives et d'une mauvaise estime de soi, en lien avec des rejets dus à leur orientation sexuelle. Ils sont souvent en situation de précarité économique. Le Refuge a souhaité attirer notre attention sur le fait que la prostitution était massivement présente dans les parcours de vie des jeunes gens reçus par l'association.

Des situations de prostitution en appartements ou en maisons ont été repérées par les professionnel.les et bénévoles dans les communes suivantes, au moment du diagnostic :

- Angers : rue Chaptal, autour de la gare, et dans les quartiers Montplaisir, Roseraie et Belle-Beille
- Saumur
- Doué-la-Fontaine

Concernant la prostitution hôtelière, des situations ont été identifiées à Angers (secteur gare) et à Cholet. Des signalements de la part d'hôtelier.es et d'associations portent également sur des hôtels sociaux, en périphérie d'Angers notamment, avec une prostitution très probablement organisées par des proxénètes d'Europe de l'Est et de la Corne de l'Afrique. Comme dans les appartements, les réseaux ne sont pas forcément implantés de manière durable dans les hôtels mentionnés.

2. La prostitution dans des bars, clubs et salons de massage

Les établissements identifiés se situent à Angers. Si la DDSP explique avoir globalement peu de remontées sur ce type de lieu, une douzaine de situations est remontée au cours des entretiens et via le questionnaire en ligne.

3 situations ont été identifiées dans des salons de massage. Une enquête est actuellement en cours au sujet d'un salon chinois situé dans le centre-ville d'Angers (*voir V-B-4- Du proxénétisme dans les bars, clubs et salons de massage*).

10 situations concernent des bars, clubs ou restaurants. Il peut s'agir de bars à hôtesse, dans lesquels des jeunes femmes doivent pousser les clients, quasi-exclusivement masculins, à consommer le plus possible mais aussi de bars « classiques », où a lieu la mise en relation entre les personnes en situation de prostitution et les acheteurs d'actes sexuels, de clubs et de boîtes de nuit. Trois clubs privés font l'objet de contrôle régulier par la police. La présence de jeunes garçons, dont des mineurs non accompagnés, qui pourraient être en situation de prostitution autour d'une boîte de nuit est remontée au cours des entretiens. Quatre établissements que nous qualifierons de « à haut risque prostitutionnel » sont par ailleurs ressortis de notre recherche Internet : deux saunas (dont l'un explicitement nommé dans une annonce de « client » sur un site de petites annonces généraliste), un bar à hôtesse et un bar de nuit.

Dans le « milieu de la nuit », et en particulier des soirées angevines, plusieurs interlocuteurs.trices ont également fait mention de situations d'hommes, de femmes et de personnes transidentitaires souffrant d'addictions¹⁶. Les « clients » sont parfois rencontrés via les réseaux sociaux. La prostitution peut avoir lieu en échange de produits stupéfiants.

¹⁶ Si les addictions sont souvent pensées comme une cause de l'entrée dans le système prostitutionnel, l'Amicale du Nid rencontre de très nombreuses personnes qui les décrivent en réalité comme une conséquence, la prise d'alcool, de drogue ou de médicaments permettant de supporter les violences de la prostitution. Les produits stupéfiants sont aussi utilisés comme un moyen d'emprise par les proxénètes et les réseaux. Le cercle vicieux pouvant exister entre prostitution et addictions rend d'autant plus difficile le processus d'émancipation du système prostitutionnel. La mise en place d'un travail partenarial entre associations spécialisées dans l'accompagnement des personnes en situation de prostitution et professionnel.les spécialistes de l'addictologie apparait incontournable.

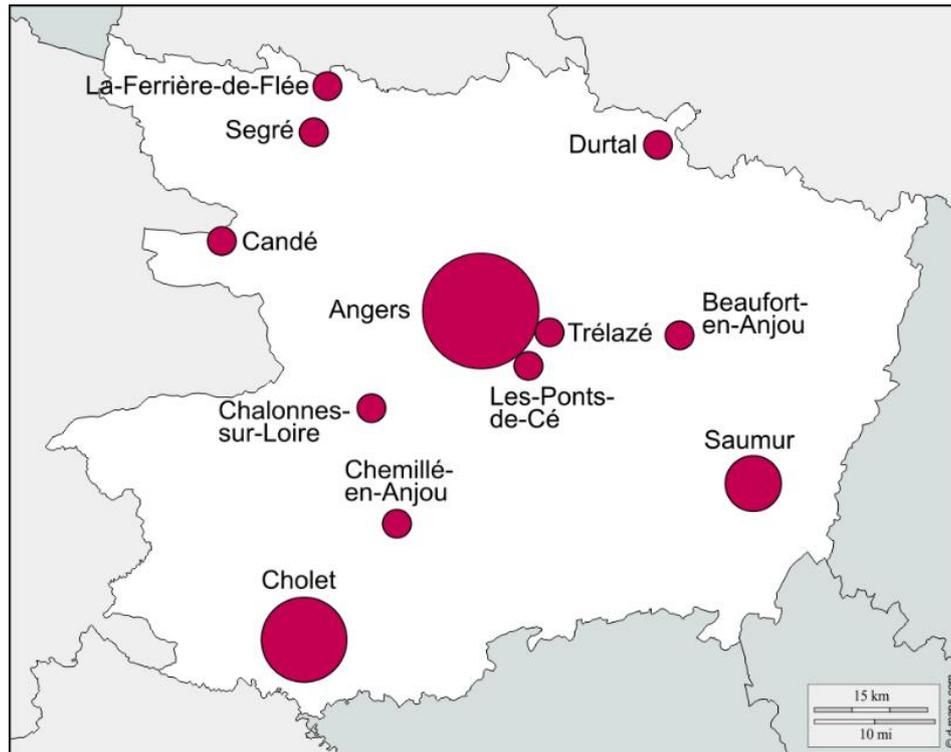
C. La prostitution contre biens et services

Un quart des situations décrites au cours des entretiens et dans le questionnaire en ligne concernent des achats d'actes sexuels au moyen de contreparties non-financières, dont plus des deux tiers contre hébergement. S'ils peuvent se dérouler dans les lieux décrits précédemment, il nous semblait important de les mettre en lumière dans notre cartographie au vue de leur ampleur et du fait qu'ils ne sont souvent pas nommés comme prostitution, que ce soit par les personnes qui en sont victimes ou par les professionnel.les et bénévoles qui les rencontrent. Des situations ont été repérées à Angers, Saumur, Baugé-en-Anjou et Doué-la-Fontaine.

D. Répartition des annonces Internet

La cartographie suivante présente la répartition géographique des 535 annonces d'offre de prostitution comptabilisées en Maine-et-Loire entre le 5 décembre 2018 et le 2 avril 2019, en fonction des villes déclarées par leurs auteur.es. Ces villes peuvent renvoyer au lieu de passe et/ou de résidence des personnes. Dans tous les cas, elles ne sont probablement pas figées dans le temps : dans 19% des cas, les personnes sont présentées comme étant « de passage » dans la ville ou « nouvelles » dans la région. Si ces mentions peuvent relever, dans une certaine mesure, d'une stratégie marketing pour attirer les acheteurs, l'existence d'une prostitution « itinérante » organisée par des réseaux internationaux (« *sex tours* ») est confirmée par la DDSP et par plusieurs articles de presse (*voir V-A-1 Des réseaux chinois et sud-américains organisant des « sex-tours » via Internet*). Comme décrit ci-dessus, les passes se déroulent la plupart du temps dans des appartements, maisons ou hôtels occupés de manière très ponctuelle par ces réseaux.

La prostitution via Internet étant extrêmement mouvante, notre cartographie doit être considérée comme une photographie à un moment T. Une concentration des annonces peut être observée à Angers (420). La prostitution via Internet ne se cantonne cependant pas à ce grand centre urbain puisque des annonces ont été répertoriées dans 12 autres communes du département, parmi lesquelles des localités rurales.



Cartographie réalisée à partir des 535 annonces d'offre de prostitution répertoriées sur Internet (décembre 2018 à avril 2019).

IV- LES PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE

Les prochains paragraphes se concentrent sur les personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es. Les données concernent leurs profils : genre, âge, nationalité.

Les éléments recueillis nous apportent aussi un éclairage sur leurs parcours et conditions de vie, en faisant ressortir différents facteurs de vulnérabilité, clés dans la compréhension des processus d'entrée et de maintien dans le système prostitutionnel mais aussi des besoins spécifiques en termes d'accompagnement des victimes pour leur permettre d'en sortir.

A. Profil des personnes en situation de prostitution

1. Une immense majorité de femmes



Nous avons vu plus haut que les éléments fournis par les acteurs.trices interrogé.es nous permettent de poser l'hypothèse d'*a minima* 278 personnes concernées par la prostitution, dont au moins 216 en situation de prostitution probable ou avérée au cours des trois dernières années¹⁷ : 171 femmes (79%), 31 hommes (14%) et 14 personnes transidentitaires¹⁸ (7%). Ces proportions, proches des estimations nationales¹⁹, nous rappellent que la prostitution ne

¹⁷ Les pourcentages présentés dans ce paragraphe et les suivants ont été calculés sur la base des 216 personnes pour lesquelles des informations ont été renseignées.

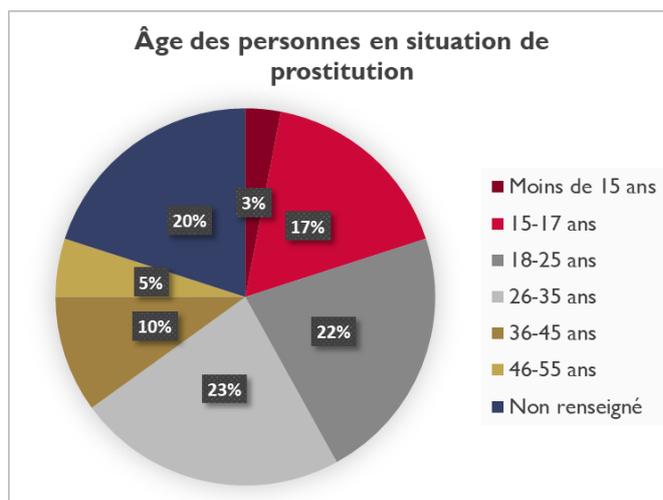
¹⁸ Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.

¹⁹ Dans l'étude Proscost de 2015 pré-citée, le Mouvement du Nid et Psytel donnent les estimations suivantes concernant les personnes en situation de prostitution en France : 85% de femmes, 10% d'hommes et 5% des personnes transidentitaires.

peut être considérée en dehors des rapports de domination liés au sexe qui régissent notre société : la prostitution est, de manière systémique, une violence à l'encontre des femmes²⁰.

Le constat est le même au niveau du diagnostic Internet. En Maine-et-Loire, 85% des personnes prostituées présentées dans les annonces sont des femmes, 8% des hommes, 7% des personnes transidentitaires.

2. Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes



20% des personnes identifiées comme étant en situation de prostitution, probable ou avérée, sont mineures, 3% ont moins de 15 ans. 22% ont entre 18 et 25 ans. Cela monte à 42%, la part des personnes ayant 25 ans ou moins. Cette proportion, qui peut faire l'objet d'une certaine distorsion en raison notamment de l'attention portée récemment à la problématique de la prostitution des mineur.es dans les médias²¹, correspond *a minima* à 91 personnes repérées sur le département : 44 mineur.es (36 filles et 8 garçons, français.es et étranger.es non accompagné.es) et 47 jeunes majeur.es âgé.es de 18 à 25 ans. Notons que, si une certaine prise de conscience concernant la prostitution des jeunes est en cours, le phénomène n'est pas nouveau : un travailleur social du Conseil départemental décrit des situations tout à fait similaires à Cholet dans les années 1990 et 2000, avec la prostitution de jeunes filles contre des biens ou services, parfois lors de fugues à Paris ou à Nantes.

²⁰ En France, la prostitution est inscrite dans les plans interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes depuis 2011.

²¹ Voir par exemple le documentaire diffusé sur France 5 le 18 avril 2018 : *Jeunesse à vendre*, d'Alexis Marant, France, 2017 (70 min.)

Les autres tranches d'âge représentées parmi les personnes en situation de prostitution probable ou avérée sont : 26-35 ans (23% des personnes identifiées), 36-45 ans (10%) et 46-55 ans (5%).

Concernant les annonces Internet, la moyenne des âges est de 28 ans. Cette donnée présente des difficultés d'interprétation. 38% des annonces étudiées en Maine-et-Loire ne comportent pas d'information sur l'âge. Pour les autres, il s'agit d'un âge déclaratif, qui peut ne pas correspondre à la réalité des personnes. D'une part, sur le marché de la prostitution, la jeunesse est clairement un argument marketing répondant à une demande des acheteurs. En ce sens, les associations spécialisées constatent depuis plusieurs années la présence de personnes de plus en plus jeunes lors des maraudes et dans leurs files actives. D'autre part, les sites n'autorisent pas les annonces de personnes mineures. Or plusieurs affaires de proxénétisme de mineures récentes impliquaient bien l'usage d'Internet pour la mise en relation avec les acheteurs d'actes sexuels²².

²² Voir par exemple le procès de 12 hommes accusés de proxénétisme sur mineures en Ile-de-France, au mois de juin-juillet 2018. Largement relayée par la presse, cette affaire est assez emblématique de la problématique de proxénétisme sur des mineures françaises. Les « clients » étaient trouvés sur Internet, au moyen de petites annonces postées par les exploiters, notamment sur les sites Vivastreet et Wannonce. « Ile-de-France : Début du procès de 12 hommes accusés de proxénétisme sur mineures », Rachel Garrat-Valcarcel, *20 minutes*, 25 juin 2018 : <https://www.20minutes.fr/justice/2295743-20180625-ile-france-debut-proces-12-hommes-accuses-proxenetisme-mineures>

Focus sur la prostitution des étudiant.es :

La prostitution des étudiant.es ne diffère pas en soi du reste du système prostitutionnel mais elle suscite des interrogations particulières de la part des acteurs.trices du territoire, comme nous avons pu le constater au cours de nos entretiens.

Un partenariat avec le syndicat étudiant UNEF nous a permis de diffuser un questionnaire auprès des étudiant.es de l'Université d'Angers, par mail et au cours de deux soirées de sensibilisation auxquelles l'Amicale du Nid a participé (un ciné-débat le 6 mars et une conférence le 13 mars 2019). *(Le questionnaire complet est disponible en annexe 6).*

109 personnes ont répondu à ce questionnaire :

- 66% de femmes, 17% d'hommes²³.
- 92% agé.es de 18 à 25 ans.
- 92% de nationalité française.
- 82% sont étudiant.es en licence, principalement en psychologie (35%) et langues (20%).
- 62% sont boursier.es, 62% sont soutenu.es financièrement par leurs parents, 34% ont un emploi étudiant ou saisonnier.

5 étudiant.es déclarent avoir déjà été en situation de prostitution.

- Tout.es ont entre 18 et 25 ans et sont étudiant.es en licence.
- Au moins 4 sont des femmes.
- 4 sont français.es, 1 est comorienne.
- L'usage d'Internet ressort dans 4 des 5 situations.
- 2 étudiant.es revendiquent la prostitution comme un choix, 2 souhaitent en sortir.
- 3 évoquent le besoin d'argent.

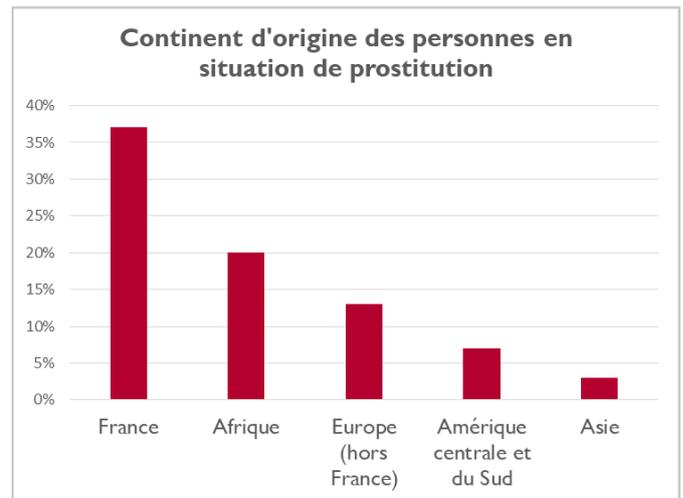
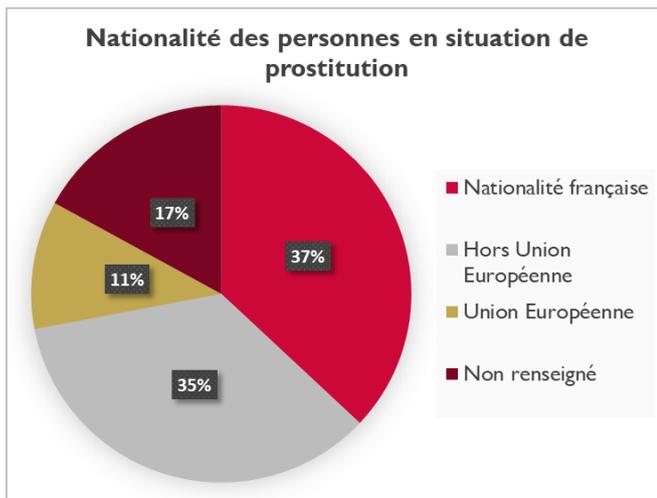
9 étudiant.es déclarent connaître des personnes en situation de prostitution dans leur entourage.

Aucun.e étudiant.e ne déclare avoir déjà été client.e de la prostitution mais 7 ont connaissance d'acheteurs d'acte sexuel dans leur entourage.

50% des répondant.es ont déjà entendu parler de la loi du 13 avril 2016 mais seulement 12% ont connaissance de structures pouvant venir en aide aux personnes en situation de prostitution. 43% souhaiteraient être davantage informé.es sur le sujet.

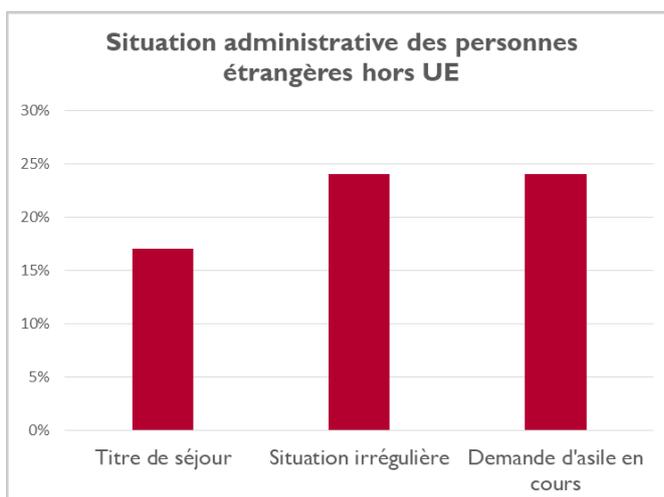
²³ Nous ne disposons pas d'informations concernant le sexe des 23% d'étudiant.es restant.es.

3. Une majorité de personnes étrangères



37% de personnes françaises et 46% de personnes étrangères en situation de prostitution probable ou avérée ont été identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es.

Parmi les personnes étrangères, 11% viennent de l'Union Européenne (Espagne, Pologne, Roumanie) et 35% de pays hors de l'Union Européenne : au moins 44 personnes sont originaires d'Afrique (Nigéria, Guinée, Erythrée, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Sénégal, Somalie, Cameroun, Ouganda, Tchad), 13 d'Amérique centrale et du Sud (Colombie, Equateur, Brésil, Panama), 8 d'Asie (Chine, Afghanistan, Arménie) et 4 d'Europe hors UE (Albanie, Biélorussie, Ukraine, Russie).



17% des personnes ayant une nationalité hors de l'Union Européenne sont en situation régulière sur le territoire français. 24% ont une demande d'asile en cours. 24% sont en situation irrégulière²⁴.

Il importe de noter que, avec une identification plutôt équilibrée entre personnes françaises et étrangères, ces chiffres sont sensiblement différents de ceux que l'on observe au niveau national : d'après les données officielles, les personnes de nationalité étrangère représenteraient environ 90% des personnes en situation de prostitution en France²⁵. De même, au niveau du Grand Ouest, la DIPJ (direction interrégionale de la police judiciaire) de Rennes constatait 89% de personnes en situation de prostitution de nationalité étrangère sur l'ensemble de son ressort²⁶ en 2016.

Nous émettons l'hypothèse que les personnes de nationalité française puissent être surreprésentées dans notre diagnostic. Nous savons, de par notre expérience de l'aller-vers et de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution, qu'elles s'adressent globalement peu aux services sociaux et de santé et, lorsqu'elles le font, elles évoquent rarement leur vécu prostitutionnel. Les raisons sont multiples : peur d'être stigmatisé.e, emprise des proxénètes, absence de couverture maladie, manque de connaissance des dispositifs et des droits... Ces obstacles sont renforcés pour les personnes étrangères, en particulier lorsqu'elles sont en situation irrégulière, et plus encore lorsqu'elles sont transportées de villes en villes par des réseaux. S'ajoutent alors la barrière de la langue, les craintes liées à la situation administrative, la méconnaissance du territoire dans lequel les personnes se trouvent, l'impossibilité d'y créer des liens et l'isolement. Comme dans d'autres départements peu concernés par la prostitution visible, il semble que la prostitution de personnes étrangères en Maine-et-Loire soit majoritairement une prostitution itinérante, organisée par des réseaux internationaux peu implantés localement et passant par Internet. S'agissant d'une forme de prostitution discrète et très mouvante, il n'apparaît pas incohérent que le nombre de personnes étrangères parmi les personnes en situation de prostitution repérées par les acteurs.trices du territoire soit relativement limité.

Concernant les annonces Internet, des informations renvoyant à la nationalité ou à la provenance géographique sont indiquées pour 42% des personnes. Parmi ces personnes, 39%

²⁴ Nous ne disposons pas d'information concernant la situation administrative des 35% de personnes restantes.

²⁵ Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011, page 34. Le rapport reprend les chiffres de l'OCRTEH (office central de la répression contre la traite des êtres humains) de 2010.

²⁶ Le ressort de la DIPJ de Rennes comprend 14 départements du Grand Ouest, en Bretagne, Loire-Atlantique et Normandie.

sont déclarées françaises et 61% étrangères. Les personnes déclarées étrangères viendraient principalement d'Europe (Espagne, Italie, Moldavie, Russie, Allemagne, Hongrie, Ukraine, Royaume-Uni, Albanie) et d'Amérique (Colombie, Brésil, Argentine, Cuba, Costa-Rica, Porto-Rico, Canada, Saint-Christophe-et-Niévès), mais aussi d'Afrique (Congo, Maroc, Côte d'Ivoire) et d'Asie (Vietnam, Inde). Là encore, ces données sont à prendre avec précaution. Nous avons constaté lors de notre diagnostic Internet en Ile-de-France que les annonces enfermaient de manière quasi-systématique les personnes dans des catégories renvoyant à des nationalités, origines géographiques, couleurs de peau, de cheveux, âges, corpulences... Ces catégories, dans lesquelles transparaissent de manière plus ou moins explicite les nombreux stéréotypes sexistes et racistes qui sous-tendent le système prostitutionnel, sont le reflet d'une marchandisation des corps humains poussée à l'extrême. Les personnes se trouvent réduites à des objets catalogués pour être choisis par les acheteurs. De ce fait, comme nous l'avons remarqué pour les âges figurant dans les annonces, il est tout à fait possible que les nationalités et pays mentionnés correspondent à une stratégie marketing destinée à satisfaire les « clients » plutôt qu'à l'identité réelle des personnes. En ce sens, l'étude qualitative des annonces nous renseigne peut-être davantage sur l'état de la demande sur le marché de la prostitution que sur le profil des personnes en situation de prostitution via Internet.

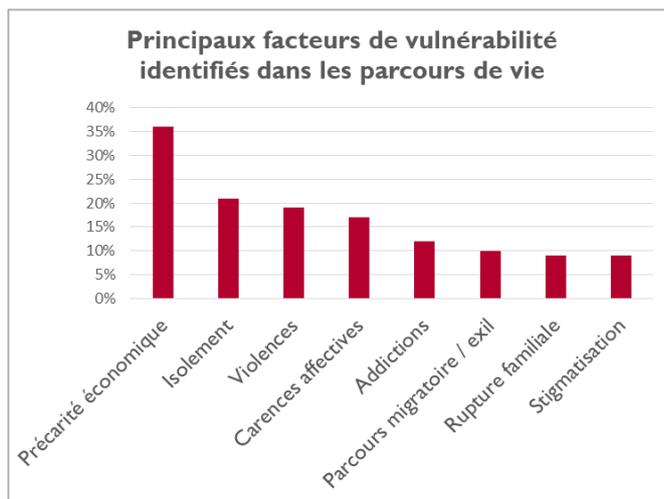
B. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités

L'entrée dans le système prostitutionnel est la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal (précarité socio-économique, inégalités, violences sociales, politiques, liées au genre ou à l'orientation sexuelle...) et des parcours de vie individuels (violences déjà subies, carences affectives, ruptures familiales et/ou sociales, isolement, errance, difficultés économiques...). Ces facteurs de vulnérabilité, combinés à la rencontre avec des personnes déjà ancrées dans le système prostitutionnel, victimes, « clients » ou proxénètes, permettent d'expliquer le début de l'engrenage.

Si l'on regarde l'ensemble des personnes en situation de prostitution probable ou avérée identifiées en Maine-et-Loire pour lesquelles des informations ont été renseignées au cours du diagnostic partagé (soit 216), les acteurs.trices de terrain mentionnent des facteurs vulnérabilité dans les parcours de vie de 75% d'entre elles. Cette proportion relativement importante indique qu'il existe une prise de conscience de la réalité du système prostitutionnel parmi les professionnel.les et bénévoles de Maine-et-Loire. Il importe de préciser que l'absence de facteurs repérés pour les 25% de personnes restantes ne signifie pas leur inexistence. Il

est tout à fait probable que des éléments du parcours de vie ne soient pas connus des professionnel.les et bénévoles ou qu'ils n'aient pas été pensés comme pouvant « faciliter » l'entrée dans le système prostitutionnel. Notons également que l'identification de certains facteurs est parfois délicate car ils peuvent aussi être des effets de la prostitution (addictions, troubles psychologiques, isolement, déscolarisation...). Les causes et les conséquences s'alimentent souvent dans un cercle vicieux, empêchant les victimes de s'émanciper du système prostitutionnel. Dans tous les cas, il importe de les prendre en compte dans l'accompagnement à la sortie.

Les facteurs les plus cités dans le diagnostic sont : la précarité économique (repérée dans 36% des parcours de vie), la précarité sociale et l'isolement (21%), les violences déjà subies (19%), les carences affectives (17%), les addictions (12%), les parcours migratoires et les situations d'exil (10%), les conflits et ruptures familiales (9%), les stigmatisations transphobes, homophobes et sexistes (9%).



Le tableau ci-dessous donne à voir de manière plus exhaustive ces facteurs²⁷.

Ensemble des facteurs de vulnérabilité identifiés		75%
Précarité économique		36%
Précarité sociale / isolement		21%
Violences		19%
<i>dont violences conjugales / intra-familiales</i>		<i>10%</i>
<i>dont violences sexuelles</i>		<i>9%</i>
Carences affectives		17%
Addictions		12%
Parcours migratoire / exil		10%

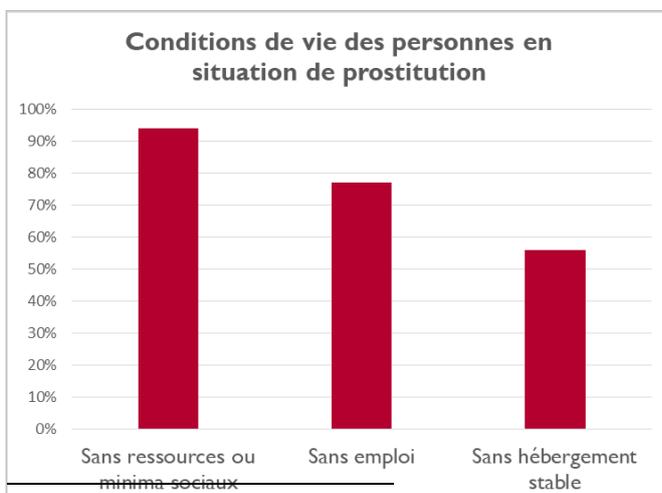
²⁷ Les données se lisent comme suit : 19% des personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es ont subi des violences avant d'entrer dans le système prostitutionnel.

Conflit / rupture familiale	9%
Stigmatisation / discrimination	9%
<i>dont transphobie</i>	<i>5%</i>
<i>dont homophobie</i>	<i>3%</i>
Errance	6%
Pression famille / pairs / communauté	6%
Rejet de soi / mauvaise estime	4%
Problèmes de santé	4%
<i>dont troubles psychologiques</i>	<i>3%</i>
Situation irrégulière	2%
Absence d'hébergement	2%
Fréquentation de groupes à risque	1%
Fugues	1%
Décès d'un parent	0,50%
Absence de perspectives professionnelles	0,50%
Carences éducatives	0,50%
Déscolarisation	0,50%

C. Des conditions de vie précaires

La précarité des conditions de vie peut rarement expliquer à elle seule l'entrée dans le système prostitutionnel : il s'agit toujours d'une conjonction de facteurs de vulnérabilité. Comme le montre le tableau ci-dessus, elle reste cependant le facteur le mieux identifié par les acteurs.trices interrogé.es. Elle ressort de manière importante dans les situations décrites.

94% des personnes pour qui des informations ont été renseignées à ce sujet sont sans ressources ou bénéficiaires des minima sociaux, 77% sont sans emploi (hors étudiant.es et scolaires), 55% n'ont pas de logement ou d'hébergement stable²⁸. Ces personnes se trouvent à la rue, hébergées par le 115, dans des centres d'hébergement, des squats, des bidonvilles ou sont hébergées par des tiers (bien souvent leurs « clients » et/ou proxénètes).



²⁸ Les pourcentages sont calculés sur la base des personnes pour lesquelles nous disposons d'informations sur ces items : 148 pour la situation financière, 157 pour la situation professionnelle et 147 concernant l'hébergement/logement.

V- LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL : QUELQUES DONNÉES SUR LES PROXÉNÈTES ET LES CLIENTS-PROSTITUEURS

La Loi du 13 avril 2016 apporte un changement de regard sur la prostitution. Elle décentre l'attention stigmatisante portée sur les seules personnes en situation de prostitution pour considérer la prostitution comme un système de violences comprenant d'autres catégories d'acteurs.trices. En déplaçant le regard, l'idée est aussi de transférer la responsabilité et la culpabilité des personnes en situation de prostitution, victimes de ce système, vers ceux qui les exploitent : les proxénètes et les acheteurs d'actes sexuels, que le langage abolitionniste appelle « les prostitueurs ».

Les paragraphes suivants présentent les éléments recueillis au cours du diagnostic partagé, du diagnostic Internet et via la revue de presse, illustrant la présence de ces prostitueurs en Maine-et-Loire.

A. Proxénétisme et traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle

Dans la majorité des situations (53%), les professionnel.les et bénévoles interrogé.es disent ne pas savoir s'il existe ou non des proxénètes. La présence et l'absence, probable ou avérée, de proxénètes sont identifiées dans des proportions similaires (respectivement 24 et 23% des situations).

Le peu de remontées d'information concernant le proxénétisme et la traite est mis en lumière par la DIPJ de Rennes. Elle pointe le manque de sensibilisation sur la prostitution et la traite, mais aussi les lourdeurs procédurales du cadre d'enquête et le peu de moyens humains affectés à la lutte contre le proxénétisme. Ce constat transparait dans la quasi-totalité des entretiens que nous avons pu conduire auprès des forces de l'ordre, en Maine-et-Loire et dans les autres départements où ont été menés des diagnostics.

En Maine-et-Loire, le croisement de nos différentes sources de données fait tout de même apparaître des faits de proxénétisme de plusieurs ordres.

1. Des réseaux chinois et sud-américains organisant des « sex tours » via Internet

Ces réseaux proviennent notamment de Chine et d'Amérique du Sud. Ils n'ont généralement pas d'implantation en Maine-et-Loire. Les victimes sont principalement des femmes, parfois des personnes transidentitaires, de nationalité étrangère, transportées rapidement de villes en villes. Les passes ont lieu dans des appartements ou des hôtels réservés en ligne, via des sites comme air bnb ou booking, pour quelques jours à quelques semaines. Les réseaux gèrent les rendez-vous avec les « clients » via Internet, parfois au moyen de plusieurs appareils mobiles reliés sous la forme d'un standard téléphonique. De tels faits nécessitent une logistique importante et ne peuvent donc relever que de réseaux bien organisés.

Deux réseaux chinois ont été démantelés, en 2015 et 2018. Tous deux agissaient dans plusieurs villes françaises, dont Angers. En 2016, la police a également eu connaissance d'un réseau sud-américain actif sur le département via des faits d'agressions à main armée de femmes en situation de prostitution par des hommes se faisant passer pour des « clients »²⁹.

A travers le diagnostic Internet, nous pouvons constater que la présence de réseaux de proxénétisme est clairement visible sur les sites spécialisés en « escorting » (« agences d'escorts »). La systématisme avec laquelle les fiches sont remplies, l'annonce de dates de tournées internationales, la rédaction en plusieurs langues... laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une prostitution gérée par des réseaux bien structurés. Les proxénètes sont globalement plus discrets sur les sites de petites annonces et de rencontres. Leur présence peut cependant être supposée à travers un faisceau d'indices laissant penser que la prostitution est organisée par des personnes autres que la personne en situation de prostitution elle-même.

La liste ci-dessous reprend le faisceau d'indices, non-exhaustif, établi lors de notre diagnostic en Ile-de-France :

- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes sont rédigées de manière similaire. On y retrouve les mêmes mots ou expressions, les mêmes fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos sont semblables, elles présentent les

²⁹ Voir par exemple :

« Proxénétisme aggravé : un réseau chinois démantelé depuis Angers », Nathalie Hamon, Ouest France, 2 décembre 2015

« Angers. Une étudiante chinoise mise en examen pour proxénétisme », Josué Jean-Bart, Ouest France, 6 juin 2018 (*La revue de presse complète est disponible en annexe 2*)

mêmes poses, des éléments de décors ou des retouches identiques. Un même pseudo est apparemment utilisé pour décrire plusieurs personnes.

- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes mais utilisant les mêmes termes pour les décrire (catégories d'âge, ethniques, de nationalité...) ont été postées à la même date et/ou sont localisées dans la même ville ou dans une zone géographique limitée.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes ont été postées à partir du même compte utilisateur.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes indiquent les mêmes numéros de téléphone ou des numéros de téléphone dont seuls les deux derniers chiffres varient.
- Les annonces sont rédigées à la troisième personne.
- Les annonces sont rédigées en anglais.
- Les annonces présentent des incohérences dans la description des personnes : plusieurs pseudos, plusieurs âges, plusieurs catégories ethniques ou nationales sont mentionnées à différents endroits.
- Les annonces précisent que les personnes sont « de passage », « dans votre ville pour une semaine / quelques jours » ou « en vacances ».
- Les annonces précisent que les personnes sont disponibles « tout le temps » ou « 24h/24 ».

L'action de réseaux de proxénétisme ou de de traite transparait, selon nous, dans 50% des annonces étudiées en Maine-et-Loire. L'absence d'indices repérés dans les autres annonces n'exclut bien sûr pas la présence de réseaux de proxénétisme ou de traite.

2. Des réseaux d'Europe de l'Est et d'Afrique subsaharienne présents ponctuellement dans les rues et au bord des routes

La présence ponctuelle de réseaux d'Afrique sub-saharienne (Nigéria) et d'Europe de l'Est (Roumanie, peut-être Albanie) sur des lieux de prostitution visibles est remontée par plusieurs interlocuteurs.trices. Les réseaux nigériens se situeraient plutôt le long de routes dans le nord du département. Comme précisé ci-dessus, il pourrait s'agir de réseaux implantés à Nantes et se déplaçant temporairement pour échapper aux actions de police. Les réseaux d'Europe de l'Est ont été vus au niveau de la gare d'Angers.

3. Des réseaux organisant la prostitution de mineur.es français.es et étranger.es

Plusieurs situations de proxénétisme sur mineur.es ont été décrites comme organisées, au cours des entretiens et dans le questionnaire en ligne. Comme pour les personnes majeures, le phénomène prend des formes diverses, avec des organisations plus ou moins structurées. Ces situations concernent des mineur.es français.es et étranger.es, en majorité des filles mais aussi quelques garçons. Des situations de mineures roumaines, érythréennes et nigérianes ont été évoquées au cours des entretiens. Entre 2017 et 2019, au moins trois affaires de proxénétisme ont concerné des mineures françaises originaires d'Angers et de Cholet, exploitées dans des hôtels ou appartements, via Internet, en Maine-et-Loire et dans d'autres départements (Val-d'Oise, Loiret, Eure-et-Loire...)³⁰. Leurs exploiters, pour la plupart des hommes jeunes, étaient entrés en contact avec elles via les réseaux sociaux ou dans la rue au cours de fugues. Les modes opératoires sont parfois proches de ceux décrits ci-dessus concernant les réseaux de traite internationaux.

4. Du proxénétisme dans les bars, clubs et salons de massages

L'existence de faits de prostitution rapportés par des personnes victimes dans des bars à hôtesse et salons de massage du département pose nécessairement la question du proxénétisme dans ces établissements (*voir III-B-2- La prostitution dans des bars, clubs et salons de massage*). La DDSP nous a informé.es de la fermeture d'un club du centre-ville d'Angers, par le service régional de la police judiciaire (SRPJ), il y a trois ans. La presse régionale fait également mention de trois personnes condamnées en 2016 pour avoir exploité une dizaine de femmes dans deux bars à hôtesse d'Angers, entre 2012 et 2014³¹. Trois établissements, des clubs privés, font par ailleurs l'objet de contrôles réguliers par la police.

Une enquête est en cours concernant un salon de massage chinois à Angers. En 2018, un homme a également été présenté devant le tribunal correctionnel de Rennes pour des faits de proxénétisme dans trois salons de massage, dont un à Cholet, entre 2008 et 2012³².

³⁰ « Tribunal d'Orléans : 4 et 6 ans de prison ferme pour deux hommes jugés dans une affaire de proxénétisme », Eric Normand, François Guérault, France Bleu Orléans, 8 novembre 2017

« Ermont : le réseau de prostitution s'étendait jusqu'à Nantes », Frédéric Naizot, Le Parisien, 29 novembre 2018

« Maine-et-Loire. A 15 ans, elles auraient été forcées à se prostituer », Vincent Cotina, Nathalie Hamon, Ouest France, 18 juin 2019

³¹ « Angers. Bar à hôtesse : les deux responsables aussi sanctionnées », Josué Jean-Bart, Ouest France, 22 avril 2016

³² « Maine-et-Loire. Offre de 'massages sensuels' ou proxénétisme ? », Ouest France, 13 juin 2018

5. Des alertes sur du proxénétisme hôtelier

Concernant le proxénétisme hôtelier, rappelons qu'il suffit pour les hôtelier.es de « laisser faire », autrement dit de ne pas signaler des faits de prostitution lorsqu'elles.ils en ont connaissance, pour être susceptibles d'être mis.es en cause pour proxénétisme. La police décrit de bons rapports avec les hôtelier.es sur cette question. La possible présence de réseaux d'Europe de l'Est et de la Corne de l'Afrique dans des hôtels en périphérie d'Angers, notamment des établissements disposant de places dédiées à l'hébergement d'urgence, a été mentionnée au cours des entretiens. Des hôtelier.es de Cholet ont alerté la police à plusieurs reprises, concernant le passage de réseaux sud-américains dans leurs établissements. En 2019, un couple originaire de la région de Cholet a également été mis en examen pour avoir organisé la prostitution de femmes étrangères dans des hôtels du Grand Ouest (dont Angers et Cholet)³³.

6. Du proxénétisme dans le cadre de violences conjugales

Plusieurs situations évoquées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es renvoient à des formes de proxénétisme perçues comme isolées, autrement dit hors réseaux, dans le cadre de violences conjugales. Le proxénète est alors le conjoint ou l'ex-conjoint de la victime.

B. Les acheteurs de prostitution

Les quelques données renseignées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es concernant les acheteurs d'actes sexuels révèlent des profils assez hétéroclites, aussi bien en termes d'âge que de situation sociale, d'origine géographique ou de lien avec les victimes. Il est question d'hommes « locaux » ou « de passage », « rencontrés en clubs de nuit », « fréquentés par la victime » ou « via Internet », « veufs, âgés », « jeunes, déscolarisés »... Un.e seul.e répondant.e évoque des femmes « clientes ».

Notre diagnostic Internet laisse également apparaître que le point commun des « clients » est qu'il s'agit en très grande majorité d'hommes, y compris quand les personnes en situation de prostitution sont de sexe masculin. 96% des annonces Internet étudiées en Maine-et-Loire

³³ « Angers. Un couple mis en examen pour avoir organisé un réseau de proxénétisme dans le grand Ouest », Josué Jean-Béart, Ouest France, 2 février 2019

s'adressent à des hommes, dont 87% exclusivement (9% des annonces s'adressent à des femmes seules, dont 3% exclusivement).

Comme nous l'avions déjà constaté au moment de notre diagnostic en Ile-de-France, les acheteurs sont très présents sur les sites Internet étudiés³⁴ :

- Sur les sites spécialisés en « escorting », ils évaluent et commentent les profils des personnes prostituées. Leurs avis, précédés d'un pseudo, sont très souvent visibles et consultables publiquement sous la fiche des « escorts ». Les phrases employées témoignent de la marchandisation des personnes en situation de prostitution, qui ne sont pas considérées en tant que personnes humaines par les « clients » mais bien comme des produits qu'ils ont achetés et utilisés.
- Sur les sites de petites annonces et de rencontres, leurs annonces de demandes côtoient celles des offres de personnes en situation de prostitution.

La consultation des archives des sous-forums « France » de la rubrique « Prostitution » du site Youppie.net révèle 49 discussions actives de « clients » de la prostitution dans le département de Maine-et-Loire entre le 1^{er} janvier 2015 et le 14 avril 2016, date à laquelle les sous-forums ont été fermés. Sans inscription, nous ne pouvons pas accéder à la totalité de ces discussions. Nous avons pu néanmoins comptabiliser au moins 65 pseudos différents à partir des extraits visibles.

Concernant des contenus plus récents, sur le seul site de petites annonces g-trouve.com, dans la rubrique « Rencontres », nous avons répertorié 59 annonces de clients-prostituteurs à la recherche de personnes en situation de prostitution en Maine-et-Loire entre le 1^{er} mars et le 14 mai 2019³⁵. D'après les informations de profil déclarées, toutes les annonces ont été rédigées par des hommes, d'âges variés, habitant dans des zones urbaines ou rurales du département. Les formulations, plus ou moins explicites, laissent généralement peu de doutes sur l'intention de leurs auteurs.

Nous avons également effectué une simulation sur le tchat coco.fr, régulièrement cité par les professionnel.les de la jeunesse que nous avons rencontré.es en Bretagne et en Ile-de-France. Ce tchat permet d'accéder à des discussions instantanées et localisées, en entrant ces quelques

³⁴ Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017, p. 85 à 88.

³⁵ Le chiffre que nous faisons apparaître ici est celui des différentes annonces répertoriées et non celui des clients prostitueurs utilisateurs du site : certaines annonces peuvent avoir été rédigées par les mêmes auteurs.

données : pseudo, âge, sexe, code postal. S'il n'est pas possible d'indiquer un âge en dessous de 18 ans dans la case correspondante, nous avons pu vérifier qu'un chiffre accolé au pseudo permet de contourner cette interdiction. Pour notre simulation, nous avons utilisé un pseudo évoquant une jeune fille mineure (« Lili14 ») et avons indiqué habiter à Angers. En 10 minutes seulement de connexion, sans autre action de notre part, 31 fenêtres de tchat se sont ouvertes. D'après les informations que nos interlocuteurs avaient eux-mêmes déclarées, 29 de ces discussions provenaient d'hommes, âgés de 22 à 54 ans. Un tiers montrait un pseudo, un avatar ou des messages à connotation sexuelle. Dans 2 cas, les utilisateurs ont explicitement sollicité un acte sexuel tarifé.

Ci-dessous quelques extraits de g-trouve.com et de coco.fr :

« Recherche femme prête à fournir un service d'escort girl pour 100 fleurs. Discrétion assurée »
(extrait du site www.g-trouve.com)

« J'habite Angers j'ai 62 ans je suis correct, poli, courtois et je recherche une femme de 18 à 99 ans pour fellation et/ou sexe.

Pour vous 20 à 60 roses suivant prestations »

(extrait du site www.g-trouve.com)

Prfemvenal : « coucou »

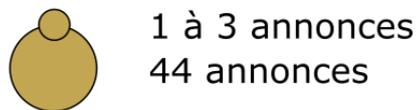
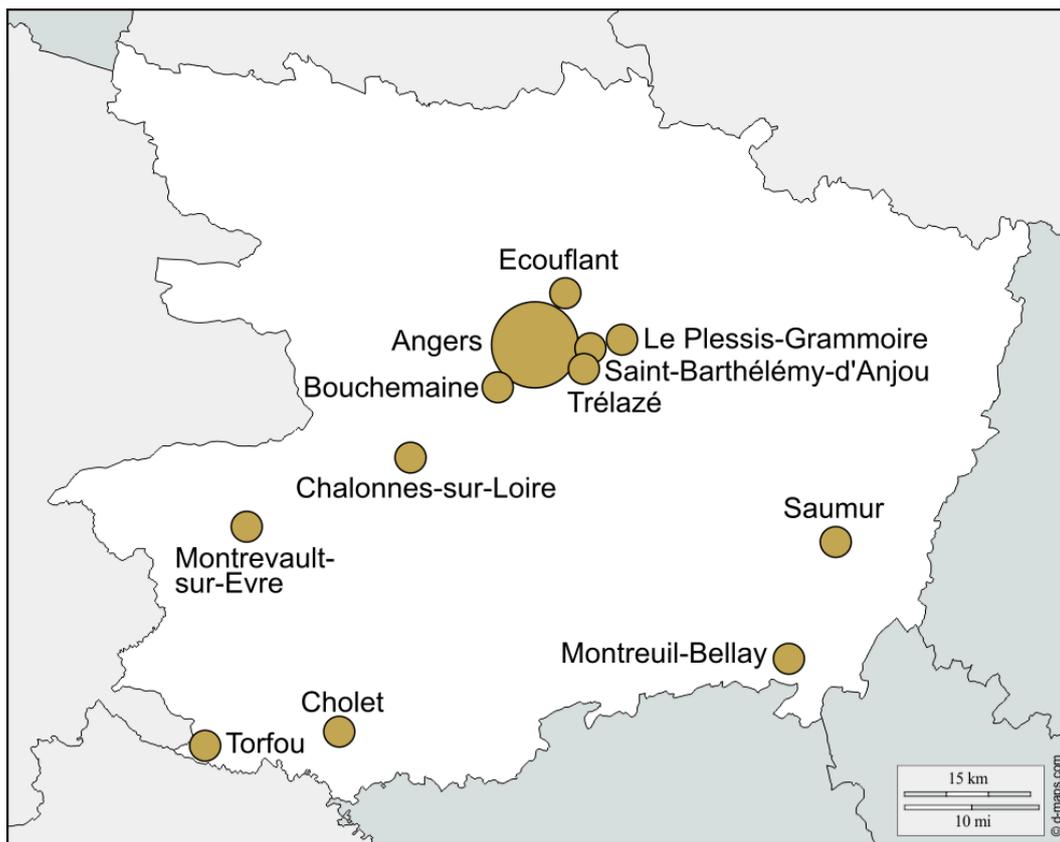
Prfemvenal : « sexe contre euro ? »

Prfemvenal : « ca te dit ?? »

Prfemvenal : « 40 euros pour une fellation ? »

(extrait du tchat www.coco.fr)

La cartographie présentée ci-dessous fait apparaître les villes mentionnées dans les 59 annonces comptabilisées sur g-trouve.com. Elle permet d'illustrer, de manière très partielle, la présence des acheteurs de prostitution sur le département de Maine-et-Loire, acheteurs sans lesquels, rappelons-le, le système prostitutionnel n'existerait pas.



Cartographie réalisée à partir des 59 annonces d'acheteurs de prostitution répertoriées sur le site g-trouve.com (mars à mai 2019).

CONCLUSION ET PISTES D’ACTION

Comme dans d’autres départements dans lesquels nous avons effectué des diagnostics (en Bretagne notamment), les professionnel.les et bénévoles interrogé.es en entretien ou via le questionnaire en ligne, tendent à décrire la prostitution en Maine-et-Loire comme « anecdotique » ou « marginale ». Il est vrai qu’ hormis deux secteurs bien identifiés à Angers (gare et place La Rochefoucault), il n’ existe pas, dans ce département, de lieu concentrant de manière durable une prostitution visible. Les formes de prostitution identifiées sont multiples, souvent discrètes et mouvantes, les lieux divers. Pourtant, plus de la moitié des acteurs.trices de Maine-et-Loire (57%), parmi les 240 ayant participé à l’étude, ont déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution. Lorsque l’on agrège les situations rapportées par chacun.e, la prostitution se dessine bel et bien comme un phénomène existant en Maine-et-Loire, avec une ampleur non négligeable.

Le diagnostic partagé nous a permis de poser l’hypothèse basse de 278 personnes concernées par la prostitution en Maine-et-Loire, dont au moins 216 en situation de prostitution probable ou avérée au cours des trois dernières années. D’après notre diagnostic Internet, 380 personnes pourraient avoir été en situation de prostitution via des annonces en ligne au moment de notre étude (décembre 2018 – avril 2019). Ces chiffres, qui sous-estiment sans doute la réalité, viennent confirmer la pertinence d’agir au niveau départemental pour lutter contre le système prostitutionnel.

Des partenaires en demande de formation et d’information

Des professionnel.les et bénévoles globalement peu outillé.es :

73% des répondant.es au questionnaire en ligne s’estiment insuffisamment outillé.es sur la problématique du système prostitutionnel.

78% n’ont jamais suivi de formation.

Trois questions soulevées par les acteurs.trices de terrain :

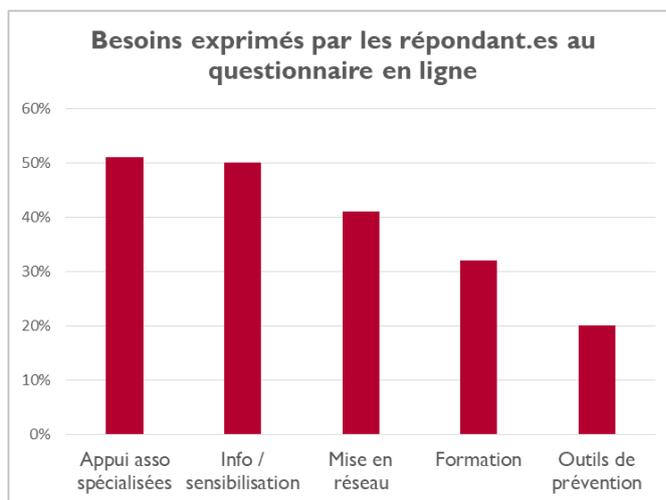
Comment mieux repérer les personnes en situation ou en risque de prostitution ?

Comment parler de prostitution avec elles ?

Quelles solutions concrètes pour les orienter et les accompagner ?

La prostitution, plus encore que toute autre forme de violence à l’encontre des femmes, suscite nombre de tabous, fantasmes et idées reçues, renforcés par les productions médiatiques et culturelles. L’identification de la problématique et, surtout, le fait de pouvoir en parler passent

par la mise au travail des représentations de chacun.e. Le premier enjeu pour une mise en œuvre concrète de la loi dans le département est donc de poursuivre l'information et la sensibilisation initiées par ce diagnostic, et d'aller plus loin en proposant des formations aux professionnel.les et bénévoles pour comprendre la réalité du système prostitutionnel et la nécessité d'aborder le sujet avec les personnes qui en sont victimes. 32% des répondant.es au questionnaire en ligne mettent en lumière le besoin d'être formé.es, 50% d'être mieux informé.es et sensibilisé.es, 51% d'être appuyé.es dans leurs pratiques par des associations spécialisées.



Construire un partenariat solide pour l'accompagnement des personnes en situation de prostitution

La Loi du 13 avril 2016 crée les parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. Ces parcours sont mis en œuvre sur une durée de six mois, renouvelable jusqu'à 24 mois, par des associations agréées par les préfetures de département. Ils peuvent donner lieu à l'ouverture de droits spécifiques, pour les personnes qui ne pourraient pas, dans un premier temps, bénéficier du droit commun (allocation financière d'insertion sociale, autorisation provisoire de séjour avec droit au travail).

Le parcours de sortie correspond à un accompagnement global vers la sortie de la prostitution et s'appuie sur tous les axes de l'insertion sociale :

- L'accès des personnes à l'information concernant la loi et leurs droits fondamentaux.
- L'accès des personnes aux soins, dans une perspective de santé globale. Cela peut impliquer, entre autres, l'accès à des soins spécialisés en matière de psycho-trauma.
- L'accès des personnes à l'hébergement, aussi bien d'urgence que d'insertion.

- L'accès des personnes aux biens de première nécessité et le développement de solutions financières alternatives à la prostitution et suffisantes pour leur permettre de subvenir à leurs besoins.
- L'accès des personnes étrangères à un titre de séjour avec droit au travail.
- L'accès des personnes à un accompagnement prenant en compte les violences vécues, dans le système prostitutionnel et plus globalement tout au long du parcours de vie, et leur spécificité en termes de rapports sociaux de sexe.
- L'accès des personnes à l'emploi durable, via la formation et l'insertion professionnelle.
- L'accès des personnes au logement durable.

Ces axes ne pourront être travaillés efficacement qu'avec la mobilisation d'un réseau partenarial local. 41% des répondant.es au questionnaire en ligne soulignent cette nécessité de mise en réseau. Au-delà des membres de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains, les acteurs.trices institutionnel.les et associatifs déjà réuni.es au sein de la commission départementale de lutte contre les violences faites aux femmes pourraient constituer une base pertinente pour ce travail partenarial.

Dans la construction d'actions départementales concertées, il nous semble important d'insister sur quatre problématiques en particulier.

Prendre en compte la prostitution en milieu rural dans le maillage partenarial

Dans un département très rural comme le Maine-et-Loire, la question de la prostitution en dehors des grandes agglomérations se pose nécessairement. En nous appuyant sur les éléments recueillis, nous pouvons avancer l'hypothèse que la prostitution en zone rurale se présente principalement sous la forme d'une prostitution discrète, dans des appartements et maisons, via Internet. Il importera d'une part de mobiliser les acteurs.trices de proximité pour le repérage des personnes concernées par la prostitution dans les territoires ruraux. D'autre part, des modes d'aller-vers sur Internet pourraient être imaginés pour entrer en contact avec elles. Le Mouvement du Nid, que nous avons pu rencontrer en entretien, explique avoir expérimenté ce type de maraudes virtuelles sur deux sites Internet proposant des annonces d'offre de prostitution dans le département. Des actions similaires sont conduites par l'Amicale du Nid, notamment dans le département des Bouches-du-Rhône. Si le taux de retour reste faible, comparativement au temps investi dans la collecte de données, plusieurs réponses ont

été reçues de la part de personnes se posant des questions ou souhaitant obtenir de l'aide et des accompagnements ont pu être déclenchés de cette manière³⁶.

Lutter contre le proxénétisme et la traite passant par Internet

Au-delà de la prostitution de femmes françaises, en zone rurale et urbaine, la prostitution via Internet concerne de nombreuses personnes de nationalité étrangères sous la coupe de réseaux internationaux. Si l'enjeu dépasse les frontières de Maine-et-Loire, des pistes d'action peuvent tout de même être envisagées localement. Les personnes exploitées par ces réseaux ne sont généralement présentes que pour un temps très court sur le département, puisqu'elles sont régulièrement déplacées par leurs proxénètes. Nous avons vu qu'elles étaient globalement peu reçues par les acteurs.trices sociaux et de santé du territoire. En raison de l'emprise des réseaux, nous pouvons également supposer que peu d'entre elles seraient touchées, ou en mesure de répondre, par un aller-vers sur Internet, comme proposé ci-dessus. La DDSP souligne qu'une veille par les services de police et de gendarmerie serait nécessaire, mais cela nécessite des moyens humains importants. Poursuivre la collaboration avec les hôtelier.es et sensibiliser les propriétaires d'appartement en location saisonnière et les riverain.es semble être une piste intéressante pour mieux repérer les réseaux de passage et entrer en contact avec les victimes. Une telle action serait pertinente aussi bien du point de vue de la lutte contre les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains (remontées d'information pour la police et la gendarmerie) que de celui de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution.

Inclure et nommer la prostitution contre biens ou services dans les actions de lutte contre le système prostitutionnel

Nommer la violence sexiste et sexuelle que constitue la prostitution est fondamental pour accompagner les personnes qui en sont victimes à en sortir, quelle que soit la forme prise par la prostitution. Cela peut sembler d'autant moins évident lorsque la contrepartie n'est pas financière. L'achat d'actes sexuels au moyen de biens ou de services apparaît éloigné de nos représentations collectives sur la prostitution. De notre expérience, les mots utilisés pour le décrire, aussi bien de la part des personnes victimes que des professionnel.les et bénévoles qui les reçoivent, tendent à l'euphémiser : on parlera de « troc », de « débrouille », voire

³⁶ En 2018, 39 maraudes virtuelles ont été organisées par l'Amicale du Nid à Marseille, 1642 SMS ou mails ont été envoyés, 143 réponses ont été reçues et 6 personnes sont venues dans l'établissement pour un accompagnement.

d'agresseur qui « rend service ». Cette forme de prostitution a été mise en lumière de manière importante par le diagnostic partagé, puisqu'elle représente un quart des situations identifiées par les acteurs.trices interrogé.es en Maine-et-Loire. Il nous semble donc important de l'inclure dans les actions qui seront mises en place par la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Au niveau préventif, informer le grand public de l'interdiction d'acheter un acte sexuel, y compris « en échange [...] d'un avantage en nature »³⁷, et des conséquences de la prostitution sur celles et ceux qui la subissent est une première piste d'action³⁸. Sur le volet accompagnement social, travailler à la question de l'accès aux biens de première nécessité et à l'hébergement pour les personnes les plus vulnérables en est une autre. Le besoin de lieux de mise à l'abri pour les femmes victimes de prostitution, de proxénétisme et de traite, quelle que soit leur situation administrative, a notamment été souligné par un.e répondant.e au questionnaire en ligne.

Prévenir et agir contre la prostitution des mineur.es et jeunes majeur.es

20% des personnes en situation de prostitution identifiées en Maine-et-Loire sont mineures. 42% ont 25 ans ou moins. La commission départementale pourrait se saisir de la problématique de la prostitution des jeunes. Il s'agit non seulement de protéger et accompagner les jeunes déjà en situation de prostitution, mais aussi de prévenir l'entrée dans le système prostitutionnel et, comme cela a bien été mis en avant au cours de nos entretiens avec la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et l'éducation nationale, le devenir client et proxénète. Cet aspect de la loi du 13 avril 2016 apparaît incontournable si l'on veut espérer pouvoir lutter contre le système prostitutionnel sur le long terme. 20% des répondant.es au questionnaire en ligne ont émis le souhait de bénéficier d'outils de prévention concernant la prostitution. Il semble important de pouvoir toucher en particulier les jeunes les plus vulnérables, suivis par l'aide sociale à l'enfance et la PJJ notamment.

Quant à la pénalisation des acheteurs de prostitution, elle n'est pas mise en œuvre dans le département actuellement, quel que soit l'âge des victimes. Rappelons que l'achat de prostitution de mineur.es est pourtant interdit en France depuis la Loi du 4 mars 2002 relative

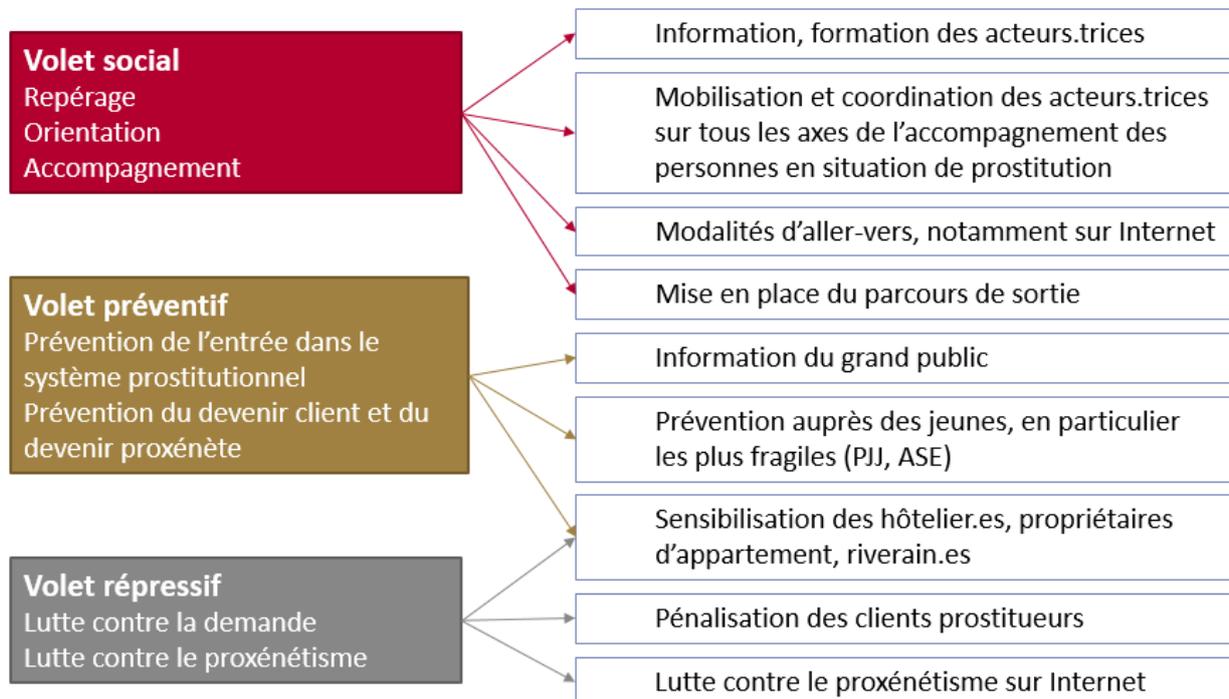
³⁷ Loi n° 2016-444 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, article 20.

³⁸ Voir par exemple la campagne de sensibilisation réalisée par la Mairie de Grenoble en 2016, en partenariat avec les associations l'Appart, Zéromacho et l'Amicale du Nid.

Un article de la revue Prostitution et Société, du Mouvement du Nid, résume ce projet : <http://prostitutionetsociete.fr/prevention-et-education/outils/article/grenoble-lance-une-campagne-en-direction-des-clients>

à l'autorité parentale³⁹. La même loi précise que « tout mineur qui se livre à la prostitution, même occasionnellement, est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants au titre de la procédure d'assistance éducative » (article 13). Un partenariat renforcé entre les acteurs.trices de la jeunesse et de la protection de l'enfance et les associations spécialisées dans l'accompagnement de personnes en situation de prostitution nous semble clé pour développer une prise en charge adaptée de ces enfants.

Pistes de réflexion, pistes d'action



³⁹ Loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale.

ANNEXES

Annexe 1 : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016



Ministère des Familles, de l'Enfance
et des Droits des Femmes

LES 6 POINTS CLÉS DE LA LOI PROSTITUTION

1



Abrogation du délit de racolage :
les personnes prostituées sont reconnues comme
des victimes et non plus comme des délinquantes.

2



Responsabilisation des clients :
ils sont désormais passibles d'une contravention
de 1500 euros. Les moyens de lutte contre les réseaux
et proxénètes sont également renforcés

3



Mesures de protection et d'accompagnement :
un parcours de sortie de la prostitution est créé,
financé par un fonds dédié.

4



Actions de prévention et de sensibilisation :
la lutte contre la marchandisation des corps entrera
dans les thématiques relevant de l'éducation
et de la citoyenneté

5



**Autorisation provisoire de séjour
de six mois (et droit au travail) :**
pour les personnes prostituées étrangères engagées
dans un parcours de sortie de la prostitution

6



**Instauration d'une nouvelle instance
présente dans les départements :**
son but sera de coordonner l'action en faveur
des victimes de la prostitution

www.familles-enfance-droitsdesfemmes.gouv.fr

Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2015 et 2019 et traitant de prostitution en Maine-et-Loire

2015

- Le Courrier de l'Ouest, 1er décembre 2015, « Anjou. Un réseau de prostitution démantelé depuis Angers »
- France 3 Pays de la Loire, 2 décembre 2015, « Angers : un réseau de prostitution démantelé »
- Ouest France, 2 décembre 2015, « Proxénétisme aggravé : un réseau chinois démantelé depuis Angers »
- Le Parisien, 4 décembre 2015, « Réseaux de prostitution en France : dix-huit personnes sous les verrous »

2016

- Le Courrier de l'Ouest, 28 janvier 2016, « Angers. Elles racontent leur vie de prostituées de rue »
- Ouest France, 22 avril 2016, « Angers. Bars à hôtesse : les deux responsables aussi sanctionnées »

2017

- France Bleu Orléans, 8 novembre 2017, « Tribunal d'Orléans : 4 et 6 ans de prison ferme pour deux hommes jugés dans une affaire de proxénétisme »

2018

- Ouest France, 9 janvier 2018, « La-Roche-sur-Yon. Réseau de prostitution : interpellation d'un angevin »
- Ouest France, 6 juin 2018, « Une étudiante chinoise mise en examen pour proxénétisme »
- Ouest France, 13 juin 2018, « Maine-et-Loire. Offre de 'massages sensuels' ou proxénétisme ? »
- Ouest France, 21 juin 2018, « Angers. Overdose : prison pour les dealers »
- Le Parisien, 29 novembre 2018, « Ermont : le réseau de prostitution s'étendait jusqu'à Nantes »

2019

- Ouest France, 2 février 2019, « Angers. Un couple mis en examen pour avoir organisé un réseau de proxénétisme dans le Grand Ouest »
- L'Echo Républicain, 14 juin 2019, « Une mineure aurait été violée et forcée à se prostituer dans un hôtel à Barjouville »
- Ouest France, 18 juin 2019, « Maine-et-Loire. A 15 ans, elles auraient été forcées à se prostituer »
- Le Figaro, 19 juin 2019, « Trois adultes mis en examen pour avoir forcé deux adolescentes à se prostituer »

Annexe 3 : Liste des structures rencontrées en entretien en Maine-et-Loire

Date	Structure
07/03/2019	CIDFF 49
11/03/2019	Direction Académique de Maine-et-Loire – Service social en faveur des élèves
11/03/2019	Secours Catholique
15/03/2019	Conseil départemental – Maison départementale des solidarités des Mauges
19/03/2019	Police municipale de Saint-Barthélémy-d'Anjou
19/03/2019	Conseil départemental – Direction de l'action sociale territoriale
19/03/2019	AFCCC 49 (association française des centres de consultation conjugale de Maine-et-Loire)
19/03/2019	ADOMA – CADA
28/03/2019	Saumur Habitat (entretien téléphonique)
28/03/2019	Abri de la Providence – CADA
28/03/2019	Abri de la Providence – Samu Social SIAO
03/04/2019	AAVAS (association d'aide aux victimes d'abus sexuels)
03/04/2019	CHU d'Angers – Service de médecine légale
03/04/2019	Police – Direction départementale de la sécurité publique
03/04/2019	Mouvement du Nid
12/04/2019	Protection judiciaire de la jeunesse
12/04/2019	Le Refuge
12/04/2019	Le Planning familial 49
12/04/2019	Les Restos du cœur
16/04/2019	Habitat Solidarité (entretien téléphonique)
15/05/2019	Mission locale angevine

Annexe 4 : Questionnaire en ligne

Diagnostic partagé de la prostitution en Maine-et-Loire – Questionnaire à destination des professionnel.les et bénévoles

(<https://goo.gl/forms/mYKebYhTnsuGoIvj2>)

Les objectifs :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité de Maine-et-Loire souhaite aboutir à une connaissance plus précise du phénomène prostitutionnel sur le département.

Il s'agit de :

1. Faire remonter les risques et les situations de prostitution identifiés de manière probable, ou avérée, par les professionnel.le.s de terrain
2. Faire remonter les ressources, les besoins, les attentes, des professionnel.le.s du département sur la problématique du système prostitutionnel
3. Proposer un plan d'action

Le questionnaire :

Ce questionnaire est adressé aux professionnel.le.s susceptibles de rencontrer ou recevoir des personnes en situation ou en risque de prostitution.

Il est auto-administré, en ligne, via Google Form et nécessite environ 15 minutes de votre temps.

L'ensemble des réponses seront anonymisées lors du traitement des données. La restitution fera apparaître uniquement les structures et les fonctions.

Les questions portent, en priorité, sur votre pratique professionnelle au cours des trois dernières années (2016-2017-2018). Vous pouvez cependant indiquer des données plus anciennes, si elles vous semblent pertinentes pour ce diagnostic.

Qu'entend-on par prostitution ?

La prostitution prend des formes multiples. Elle peut avoir lieu à l'extérieur (rue, route, forêt, parking...) ou dans des espaces clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...).

Elle est rarement nommée comme telle : on parle de débrouille, d'escorting, de michetonnage, de masseuses, d'accompagnatrices, d'hôtesse... Ces termes euphémisent une même réalité : l'achat d'actes sexuels, avec une contrepartie qui peut être financière ou non (hébergement, nourriture, vêtements, téléphone portable...), et des conséquences importantes pour les personnes qui sont marchandisées.

Introduction : quelques données vous concernant

Les réponses au questionnaire seront anonymisées lors du traitement des données.

> Nom de l'organisation ou du service :

> Nom du/de la répondant.e :

> Fonction :

> Adresse mail :

- > Numéro de téléphone :
- > Votre activité principale :
- > Vous remplissez le questionnaire :
 - A titre individuel
 - A titre collectif (service ou structure)
- > Si le questionnaire est rempli à titre collectif, combien de professionnel.le.s ont-ils/elles été consulté.e.s ?

I- Le repérage et l'identification des personnes en risque, ou en situation de prostitution

- > Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà :
(plusieurs réponses possibles)
 - Identifié des situations de risque prostitutionnel (des personnes vous semblant particulièrement exposées au risque d'entrer dans la prostitution)
 - Identifié, de manière probable ou avérée, des situations de prostitution
 - Eu connaissance, par un tiers, de situations de prostitution
 - Eté témoin de situations de prostitution

Si vous n'avez coché aucune case ci-dessus, merci de passer directement à la 2^{ème} partie du questionnaire.

- > Combien de personnes ces situations concernent-elles, environ ?

Description des situations

Dans cette section, vous allez pouvoir décrire les situations de prostitution que vous avez identifiées de manière probable ou avérée, que vous avez observées ou que l'on vous a rapportées.

Ces situations peuvent concerner une personne en particulier, ou un groupe de personnes présentant des similarités dans leur profil ou leur parcours de vie.

MERCI DE DÉCRIRE UNE SITUATION A LA FOIS : à la fin de la description de la situation n°1, il vous sera proposé d'ajouter une situation n°2 etc.

Situation n°1

(1 personne ou 1 groupe de personnes)

Les personnes concernées

- > Combien de personnes (environ) sont concernées par cette situation ?
- > Ces personnes sont :
 - *Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.*
 - Des femmes
 - Des hommes
 - Des personnes transidentitaires*
- > Quel âge ont-elles, environ ?
 - Moins de 15 ans
 - 15-17 ans

- 18-25 ans
 - 26-35 ans
 - 36-45 ans
 - 46-55 ans
 - Plus de 55 ans
- > Quelle est leur nationalité ?
- Française
 - Union Européenne
 - Hors Union Européenne
- > Pour les personnes étrangères, pourriez-vous préciser leur pays d'origine ?
- > Pour les personnes étrangères hors Union Européenne, pourriez-vous préciser leur situation administrative ?
- > Quelle est leur situation familiale ?
- En couple ou en famille
 - Seul.e avec enfant(s) à charge ou enceinte
 - Seul.e sans enfants
 - Autre (précisez)
- > Comment / où logent-elles ?
- Logement autonome
 - Famille
 - Logement étudiant
 - Centre d'hébergement / Foyer
 - Hôtel / Via le 115
 - Rue
 - Squat
 - Tiers / Connaissance / Communauté
 - Camp / Bidonville
 - Autre (précisez)
- > Quelle est leur situation professionnelle ?
- Apprenti.e
 - Demandeur.euse d'emploi
 - Etranger.ère sans titre de travail
 - Etudiant.e
 - Travailleur.euse indépendant.e
 - Salarié.e
 - Scolarisé.e (collège, lycée)
 - Retraité.e
 - Autre (précisez)
- > Quelle est leur situation financière ?
- Minima sociaux
 - Salaire
 - Sans ressources
 - Autre (précisez)

> Pouvez-vous décrire leur parcours de vie, des facteurs de vulnérabilité qui pourraient conduire ces personnes à entrer dans la prostitution ?

L'entrée dans le système prostitutionnel est généralement la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal (précarité socio-économique, inégalités, violences sociales, politiques, liées au genre ou à l'orientation sexuelle...) et des parcours de vie individuels (violences déjà subies, carences affectives, ruptures familiales et/ou sociales, isolement, errance, difficultés économiques, addictions...).

Les faits de prostitution

> De quelle forme de prostitution s'agit-il ?

La prostitution prend des formes multiples. Dans tous les cas, il s'agit de l'achat d'un acte sexuel (la contrepartie pouvant être financière ou non), avec les mêmes conséquences pour les personnes en situation de prostitution. On parle de prostitution "visible" quand les faits de prostitution ont lieu à l'extérieur (route, rue, forêt, parking...) et de prostitution "discrète" quand ils se déroulent dans des lieux clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...)

- Appartement
- Bar / Club
- Forêt / Bois
- Hôtel
- Route
- Rue
- Salon de massage
- Structure d'hébergement
- Via Internet
- Contre hébergement
- Contre autres biens ou services
- Inconnu
- Autre (précisez)

> Pouvez-vous préciser les zones géographiques où ont lieu les faits de prostitution (dans quelles villes, quels quartiers, au bord de quelles routes...) ?

> Y a-t-il un/des proxénète(s) ?

> Pensez-vous que la prostitution de ces personnes est organisée par un réseau de proxénétisme et/ou de traite des êtres humains ?

> Avez-vous des informations concernant les clients de ces personnes ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

> Décrire une autre situation ?

- Oui
- Non, passer à la rubrique suivante

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

La loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées considère la prostitution comme un système de violences.

Dans ce système, il y a :

- De multiples auteurs de violences : les clients, les proxénètes, la société dans son ensemble
- Des victimes de violences, qu'il convient d'accompagner en tant que telles : les personnes en situation de prostitution

> Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà pris en charge des personnes en situation ou en risque de prostitution ?

- Oui
- Non

> Si oui, avez-vous parlé avec elles de prostitution (directement ou de manière suggérée) ?

- Oui
- Non

> Ces personnes avaient-elles des demandes particulières ? Lesquelles ?

> Quelles réponses ont été apportées ?

> Avez-vous orienté ces personnes vers d'autres structures ? Lesquelles ?

> Aborder le sujet de la prostitution avec une personne qui pourrait être concernée vous semble-t-il :

- Facile
- Difficile
- Ni facile, ni difficile

> Pourquoi ?

> Vous estimez-vous suffisamment outillé.e ?

- Oui
- Non

> Si non, de quoi auriez-vous besoin ?

- Information / sensibilisation
- Appui d'associations spécialisées
- Formation
- Outils de prévention
- Mise en réseau
- Autre (précisez)

> Avez-vous déjà suivi, ou allez-vous suivre, une formation en lien avec cette problématique ?

- Oui
- Non

> Si oui, pouvez préciser le type de formation suivie (nombre de jours, titre, intervenant.e...) ?

> Seriez-vous intéressé.e pour participer à un travail en réseau ou à une démarche de réflexion partagée en lien avec cette problématique ?

- Oui
- Non

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Conclusion : pour aller plus loin

> Acceptez-vous d'être recontacté.e dans le cadre de ce diagnostic ?

- Oui
- Non

> Connaissez-vous des personnes ressources pour ce diagnostic ?

- Oui
- Non

> Si oui, pourriez-vous nous indiquer leurs noms / coordonnées / fonctions ?

> Pourquoi sont-elles ressources selon-vous ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Merci !

Nous vous remercions pour votre collaboration.

Pour toutes informations, n'hésitez pas à contacter :

Laetitia GUILBAUT, Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes

Direction départementale de la cohésion sociale de Maine-et-Loire

02 41 72 47 26

laetitia.guilbaud@maine-et-loire.gouv.fr

Lucie GIL, Chargée de mission diagnostic et communication

Amicale du Nid

01 44 52 56 40 / 06 17 01 36 19

lucie.gil.adn@gmail.com

Annexe 5 : Méthodologie du diagnostic Internet : extraits du diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France⁴⁰

1. Le référencement des sites Internet

La première étape a consisté à référencer les sites proposant des annonces d'offre de prostitution. Une liste de 37 sites a été établie. Elle résulte d'un croisement entre, d'une part les résultats de diagnostics déjà effectués par l'Amicale du Nid à Montpellier, Marseille et dans le département de l'Isère, d'autre part, une recherche Google par mots clés : « prostitution + département », « prostituée + département », « trouver prostituée + département », « escort + département », « massage érotique + département ».

a. Trois grandes catégories de sites Internet

Les 37 sites peuvent être répartis en trois grandes catégories :

- Les sites spécialisés en « escorting »

Il peut s'agir de sites d'agences d'escorting, sur lesquels les présentations sont standardisées sous forme de fiches. Celles-ci concernent quasi exclusivement des personnes prostituées femmes, à destination de clients hommes. Les acheteurs peuvent évaluer et commenter les « prestations ». Ils ont aussi la possibilité de « réserver » une « escorte » en ligne. Des moteurs de recherche perfectionnés permettent de trier les offres en fonction de leur zone géographique, des caractéristiques physiques des personnes en situation de prostitution (couleurs de cheveux, d'yeux, de peau, mensurations...) et des prestations sexuelles proposées, qui sont la plupart du temps détaillées explicitement.

Un jargon spécifique est parfois utilisé, pour apporter des précisions sur le déroulement des passes (« incall » ou « outcall » permettent notamment de savoir si la personne prostituée reçoit l'acheteur ou se déplace), les tarifs (qui peuvent être exprimés en « roses ») ou certaines prestations (« GFE », *girl friend experience*, désigne par exemple une sorte de jeu de rôle dans lequel la personne en situation de prostitution doit se comporter comme si elle était la petite amie du client).

⁴⁰ <http://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-de-la-prostitution-dans-quatre-departements-dile-de-france/>

Une dimension internationale est souvent présente avec la possibilité de choisir plusieurs langues et l'organisation de tournées (*sex-tours*) aux dates détaillées, dans plusieurs pays. Certains sites renvoient par ailleurs les uns vers les autres, au moyen de bannières publicitaires, en fonction de la zone géographique de l'acheteur (France, Espagne, Belgique, Luxembourg, Canada...).

Le ton est esthétisant, du registre du glamour et du luxe. La présentation est soignée, avec des photos mises en scène et bien éclairées. Les visages sont davantage présents que sur les autres types de sites et un prénom apparaît systématiquement. Les fiches détaillent les caractéristiques physiques des personnes et les prestations sexuelles mais insistent aussi sur le *social time* et la « qualité » de « l'escorte ». On retrouve ainsi des mentions telles que « high level escort », « élégante et raffinée », « bon goût », « luxury escort »...

D'autres sites spécialisés en « escorting » se présentent comme des « annuaires d'escortes », rassemblant à la fois des annonces d'agences et de personnes déclarées comme « indépendantes » ou « occasionnelles ». Ils se rapprochent plutôt, dans leur présentation, de la deuxième catégorie : les sites de petites annonces.

- Les sites de petites annonces

Il s'agit de sites généralistes, pouvant abriter des annonces de prostitution dans les rubriques de rencontres entre adultes et/ou de massages. Les sections « Erotica » de Vivastreet ou « Rencontres adultes » de W-annonce sont par exemple réputées pour héberger de telles offres. Sur les 38 affaires de proxénétisme qui ont été traités par la presse, dans les quatre départements du diagnostic, entre 2015 et 2017, Vivastreet est mentionné 11 fois, W-annonce 6 fois. L'utilisation de ces sites par les réseaux de proxénétisme est par ailleurs confirmée par les professionnel-le-s de la police, de la gendarmerie et de la justice rencontré-e-s en entretien. Ces sites rassemblent un très grand nombre d'annonces, qui ne sont pas toutes des offres de prostitution. Les petites annonces ont été jugées pertinentes pour notre étude lorsqu'elles présentaient les mêmes caractéristiques que celles des annuaires d'escortes ou des rubriques spécialisées des sites de rencontre.

- Les sites de rencontres

Ces sites comportent des annonces de prostitution dans leurs rubriques « escort » et « massages etc. ». Elles sont généralement brèves, beaucoup moins rédigées que sur les sites d'agences d'escorting, parfois avec des fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos, qui peuvent être floues et mal éclairées, présentent des corps, en grande majorité féminins,

tronqués, dénudés, dans des positions explicitement sexuelles et soumises. Elles montrent rarement le visage. Les titres des annonces peuvent mentionner des prénoms ou des pseudos mais ce sont souvent des caractéristiques physiques, une nationalité, une catégorie « ethnique » (« Jolie asiatique », « la black aux formes », « belle brune ») qui sont mises en avant. Les intitulés peuvent aussi faire référence à l'acte sexuel proposé (« d'agréables moments », « massage érotique », « petit plaisir »).

Plusieurs de ces sites présentent des similitudes de design et d'utilisation. Ils renvoient à des contenus identiques, aussi bien au niveau des annonces que des conditions générales d'utilisation et ont donc probablement été conçus par les mêmes auteur-e-s. Peut-être s'agit-il d'une stratégie pour gagner en visibilité sur le web ou d'un système de *backup* pour conserver les données, au cas où l'un de ces sites viendrait à disparaître.

- Un site répertorie également des salons de massages érotiques.

Les annonces détaillent les prestations et les tarifs proposés dans des salons ayant une existence légale, puisque le numéro de SIRET est demandé à la création du compte utilisateur. Le site prétend « référencer uniquement des annonces pour des prestations de bien-être » et décrète que « les massages sensuels (naturiste, body-body, réciproque, ...) proposés par nos inscrit(e)s ne sont en aucun cas des prestations sexuelles et ne peuvent être assimilées à des services d'escorte ou de prostitution ». Les annonces laissent cependant peu de doute, tant leur présentation est similaire à celles présentes dans les autres catégories de sites.

b. Mise en ligne des annonces et conditions générales d'utilisation

Deux tendances ressortent de l'étude des conditions de mise en ligne des annonces et d'utilisation des sites.

Tout d'abord, la publication d'annonces de prostitution est rarement entièrement gratuite, en tout cas si l'annonceur-euse souhaite que son offre sorte du lot. La majorité des sites, soit 29 sur 40, fonctionnent avec un système d'options payantes, auxquelles il est possible de souscrire à l'unité ou sous forme de package (offre « premium » ou « VIP »). Ces options permettent de mettre les annonces en avant et de les distinguer, en les faisant apparaître en tête de liste ou dans des encarts spécifiques, en changeant la couleur et la police du texte, en apposant des mentions telles que « photos réelles » ou « 100% vérifié »... Elles peuvent aussi

concerner le nombre de photos autorisées ou la possibilité de modifier l'annonce, et notamment sa localisation géographique, de manière illimitée.

Outre ces options, au moins 4 sites fonctionnent sur un système d'abonnement payant mensuel ou trimestriel. Sur au moins 3 sites, l'inscription est payante.

Au total, le coût de mise en ligne peut varier de quelques euros, 8€ pour toutes les options sur certains sites de rencontre et de petites annonces, à plusieurs dizaines, voire centaines d'euros sur des sites spécialisés en « escorting » ou particulièrement fréquentés comme Vivastreet. Une enquête du Monde⁴¹, parue en février 2017, estimait ainsi à plus de 200€ par mois le coût d'une annonce dans la rubrique « Erotica » de Vivastreet (abonnement et options de mise en avant).

La deuxième tendance, qui est probablement en partie un corollaire à la première, est l'effort déployé par les créateurs-trices des sites Internet pour se dégager de toute responsabilité civile et pénale, quant aux contenus publiés sur leurs pages. Cela apparaît clairement dans les conditions générales d'utilisation (CGU). On peut ainsi lire sur escortesexe.net qu'il s'agit seulement d'un « site d'information et de publicité [...] ». Nous sommes juste un site commercial, nous ne sommes pas une agence d'escorte, nous ne faisons pas d'affaires avec des escortes ou de prostitution ». Les CGU de tescort.com précisent quant à elles : « en cliquant sur le bouton "ENTER" ci-dessous, je libère et décharge les fournisseurs d'accès, propriétaires et créateurs de Tescort.com de toute responsabilité quant au contenu et à l'utilisation faite de cette section ». Certaines mentions laissent pourtant peu de doute sur le fait que les propriétaires des sites savent qu'elles-ils hébergent des annonces offrant des relations sexuelles tarifées. Le site de petites annonces Marche.fr indique ainsi dans les conditions générales de sa rubrique « Adultes » : « les détails d'une offre à caractère adulte (escortes, massages, danses érotiques) doivent être discutés en dehors du site ». Une formule que l'on retrouve sous les annonces de plusieurs sites de rencontres est quant à elle beaucoup plus explicite : « ne jamais payer par carte PCS⁴² avant une rencontre ».

2. La quantification des annonces de prostitution

A partir de la liste des 37 sites référencés, une quantification des annonces a été effectuée. Le décompte a été réalisé en utilisant les critères de tri géographiques proposés par les sites. Les

⁴¹ *Le Monde*, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », 2 février 2017

⁴² Les cartes PCS (*prepaid cash services*) sont des cartes de paiement prépayées rechargeables. Elles permettent notamment d'effectuer des achats sécurisés en ligne, puisqu'elles ne sont pas affiliées à un compte bancaire.

résultats sont donc fonction des villes et/ou départements déclarés par les auteur-e-s des annonces, au moment de la mise en ligne ou de l'inscription.

Un total de 7393 annonces a été répertorié, pour l'ensemble des quatre départements, entre le 27 décembre 2016 et le 13 février 2017. Les chiffres du diagnostic Internet sont présentés à titre indicatif. Ils donnent une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel via Internet.

L'estimation présente plusieurs biais :

- La date de publication des annonces n'étant pas toujours mentionnée, on peut supposer que toutes ne sont pas forcément à jour ni valable au moment où nous les avons répertoriées.
- La quantité de petites annonces sur Internet et le fait qu'elles mélangent parfois offres et demandes, voire prostitution et rencontres sexuelles non-tarifées, rend impossible, sur certains sites, le décompte exact du nombre d'annonces d'offre de prostitution. Dans ces cas, une moyenne d'annonces pertinentes a été établie sur les dix premières pages et multipliée par le nombre total de pages. Les annonces ont été jugées pertinentes, lorsqu'elles étaient similaires à celles des sites et rubriques spécialisés.
- Certains sites proposent une recherche par ville, et non par département. La recherche a alors été menée sur les villes déjà ressorties sur d'autres sites. Certaines annonces n'ont probablement pas été comptabilisées de ce fait.
- La liste des sites établie ne peut prétendre être exhaustive. Plusieurs sites de rencontre nécessitant une inscription, préalablement à leur consultation, n'ont pas pu être étudiés. La Brigade de répression du proxénétisme (BRP), rencontrée au cours du diagnostic partagé, fait également état de sites communautaires, utilisés par des personnes partageant une même origine géographique ou nationalité. Ceux-ci ne sont pas ressortis dans les recherches Google, qui n'ont été effectuées qu'en français, et n'ont par conséquent pas été référencés.
- Tout un pan des nouvelles technologies de l'information et de la communication reste par ailleurs inexploré : les réseaux sociaux et les applications mobiles avec géolocalisation n'ont pas été inclus dans ce diagnostic. Vu l'importance prise par ces médiums dans les relations interpersonnelles et commerciales, mais aussi la récurrence avec laquelle les acteurs-trices de terrain rencontré-e-s en entretien, professionnel-le-s de la jeunesse notamment, ont fait mention de l'usage de réseaux types Facebook ou Snapchat dans les situations de prostitution qu'elles-ils ont identifié-e-s, on peut

supposer qu'une part non-négligeable de l'offre de prostitution passant par Internet n'apparaît pas dans notre étude.

Précisons également que l'estimation du nombre d'annonces ne peut correspondre qu'à une photographie à un moment T de l'offre de prostitution via Internet dans chacun des quatre départements. Les contenus publiés sur Internet évoluent très rapidement. C'est d'autant plus le cas quand ils concernent des activités illicites, telles que le proxénétisme et la traite des êtres humains. Des sites disparaissent régulièrement, rouvrant ensuite sous d'autres noms, voire dans d'autres pays. A titre d'exemple, quatre sites étudiés en février 2017, émanant probablement des mêmes créateurs-trices vue leurs similitudes de design et d'utilisation, semblaient ne plus fonctionner en juillet.

A cela s'ajoute une mobilité accrue des personnes en situation de prostitution et des réseaux de proxénétisme, qui changent physiquement de zones géographiques pour augmenter les rendements, isoler les victimes et compliquer le travail de la police et de la gendarmerie. La pratique des *sex-tours* s'inscrit dans cette logique. Les personnes en situation de prostitution sont transportées de villes en villes, pour quelques jours à quelques semaines, selon un circuit et des dates prévues à l'avance. Nécessitant une logistique importante, ces tournées ne peuvent être le fait que de réseaux bien structurés.

L'enquête du Monde⁴³, de février 2017, avance par ailleurs l'hypothèse que l'hiver serait plus propice à la prostitution via Internet en Ile-de-France, les passes ayant lieu à l'intérieur (hôtels, appartements). La tendance pourrait donc être inverse à celle observée sur la prostitution *outdoor*, dont les chiffres gonflent plutôt en période estivale.

Ces mouvements sont probablement facilités par Internet, qui permet aux réseaux de dématérialiser une part importante de leur organisation : recherche de lieux de passes, réservation de chambres d'hôtels ou d'appartements, racolage et mise en relation avec les acheteurs, blanchiment et transfert d'argent...

3. La constitution d'un échantillon et l'analyse qualitative

Les 7393 annonces ne pouvant être analysées en détail dans leur totalité, un échantillon a été constitué pour tenter de qualifier l'offre de prostitution via Internet. Pour assurer une certaine représentativité de la population examinée, la taille de cet échantillon a été définie à partir du

⁴³ *Le Monde*, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », 2 février 2017

calculateur gratuit du site checkmarket.com. Avec une marge d'erreur de 5%, le nombre d'annonces à étudier a ainsi été fixé à 366. Ces 366 annonces ont ensuite été réparties par département et par site, en fonction des proportions de la population générale, puis sélectionnées de manière aléatoire sur chaque page.

Plusieurs questions ont été abordées dans cette étape du diagnostic Internet :

- Où, dans chacun des quatre départements, les annonces sont-elles localisées ?
- Quelle est la part de doublons dans les annonces répertoriées et, à partir de là, peut-on donner une estimation du nombre de personnes en situation de prostitution concernées ?
- Comment ces personnes sont-elles présentées ? A-t-on des indices sur qui elles sont ?
- A qui ces annonces s'adressent-elles ? Comment ? Quels termes sont utilisés pour qualifier la situation de prostitution ?
- Quelles précisions les annonces nous apportent-elles sur l'organisation et le déroulement des passes ?
- Peut-on repérer des indices de présence des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains sur Internet ?

L'analyse de l'échantillon apporte un certain nombre de réponses, à prendre avec précaution vue les difficultés d'interprétation. Outre le fait que les données sont uniquement d'ordre déclaratif, il est fort probable qu'un certain nombre d'entre elles ne correspondent pas à la réalité des personnes en situation de prostitution mais relèvent davantage d'une stratégie marketing visant à attirer les acheteurs. Nous ne pouvons oublier que la prostitution est un marché extrêmement lucratif. Les éléments collectés sur Internet nous informent donc en partie sur le profil des personnes victimes mais aussi et surtout sur l'état de la demande, et de l'offre développée pour y répondre.

Annexe 6 : questionnaire à destination des étudiant.es

Diagnostic de la prostitution en Maine-et-Loire – Questionnaire à destination des étudiant.es

(<https://goo.gl/forms/KoCkmGwefUkUENE03>)

Les objectifs :

L'association Amicale du Nid⁴⁴ conduit actuellement, à la demande de la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité, un diagnostic de la prostitution en Maine-et-Loire. Cette démarche s'inscrit dans la mise en œuvre de la Loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

Nous cherchons à recueillir un maximum d'éléments sur toutes les formes de prostitution, quelle que soit la façon de la nommer (escort, sugar baby, débrouille...), que celle-ci ait lieu à l'extérieur (rue, forêt, parking...) ou dans des espaces clos (hôtel, appartement, via Internet, bar à hôtesse, salon de massage...), que la contrepartie aux actes sexuels soit monétaire ou qu'il s'agisse de biens ou services (hébergement, nourriture, vêtements, cigarettes, téléphone portable...).

Le questionnaire :

Ce questionnaire vise à recueillir des données sur la prostitution des étudiant.es, phénomène qui ne diffère pas en soi du reste du système prostitutionnel mais qui suscite des interrogations particulières de la part des acteurs.trices du territoire.

Il est adressé aux étudiant.es en Maine-et-Loire intéressé.es ou concerné.es par la problématique. Il est auto-administré via Google form et nécessite environ 15 minutes.

Nous vous remercions par avance du temps que vous prendrez pour y répondre. Le questionnaire est anonyme. Vous pouvez choisir de ne pas répondre à toutes les questions.

1- Votre sexe :

2- Votre âge :

- Moins de 15 ans
- 15-17 ans
- 18-25 ans
- 26-35 ans
- 36-45 ans
- 46-55 ans
- Plus de 55 ans

3- Votre nationalité :

4- Votre niveau d'études :

⁴⁴ Fondée en 1946, l'Amicale du Nid est une association laïque et indépendante implantée dans 11 départements. Sa première mission est l'aller-vers, l'accueil et l'accompagnement des personnes en situation, ayant connu ou en risque de prostitution. Sa seconde mission concerne des actions de prévention, de recherche et de formation pour une meilleure compréhension de la prostitution et de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

Pour en savoir plus : www.amicaledunid.org

5- Votre intitulé de formation :

6- Vos principales ressources financières ?

(plusieurs réponses possibles)

- Parents
- Bourses
- Emploi étudiant
- Autres aides financières (CAF...)
- Autre (précisez)

7- Avez-vous déjà échangé un acte sexuel contre de l'argent, un bien ou un service ?

- Oui
- Non

Si vous avez coché « oui », merci de prendre en compte les prochaines questions. Sinon, vous pouvez passer directement à la question 16.

8- A quelle fréquence ?

- Une fois
- De temps en temps
- Régulièrement
- Autre (précisez)

9- Vous avez déclaré avoir déjà été en situation de prostitution (échangé un acte sexuel contre de l'argent, un bien ou un service), de quelle(s) forme(s) de prostitution s'agit-il ?

(plusieurs réponses possibles)

- Appartement
- Bar / Club
- Forêt / Bois
- Hôtel
- Route / Rue
- Salon de massage
- Via Internet
- Contre de l'argent
- Contre hébergement
- Contre autres biens ou services
- Autre (précisez)

10- Si vous avez coché « via Internet », de quel(s) type(s) de site s'agit-il ?

(plusieurs réponses possibles)

- Sites d' « escorting »
- Sites de « sugar baby »
- Sites de rencontres
- Sites de petites annonces généralistes
- Réseaux sociaux
- Forums
- Tchats
- Applications mobiles
- Autres (précisez)

11- Ces sites sont :

(plusieurs réponses possibles)

- Sans inscription
- Avec inscription gratuite
- Avec inscription payante
- Autre (précisez)

12- Si vous le souhaitez, vous pouvez indiquer le nom des sites utilisés :

13- Y a-t-il des éléments de votre parcours dont vous souhaiteriez nous faire part ?

Par exemple :

- Quand (à quel âge) et où (en France, dans un autre pays...) avez-vous échangé un acte sexuel contre de l'argent, un bien ou un service pour la première fois ?
- Dans quelles circonstances ? Pouvez-vous nous donner quelques détails ?
- Dans quels lieux êtes-vous / avez-vous été en situation de prostitution ?
- Donnez-vous de l'argent à quelqu'un.e ? Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?
- Comment / où rencontrez-vous vos clients ? Que pouvez-vous nous dire d'eux (par exemple : leur sexe, leur âge, leur nationalité. Sont-ils étudiants ?...) ?

14- Si vous êtes actuellement en situation de prostitution, auriez-vous envie d'arrêter ?

Qu'est-ce qui vous le permettrait ? Qu'est-ce qui vous en empêcherait ?

15- Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Nous vous invitons maintenant à passer directement à la question 27.

16- Avez-vous déjà envisagé la prostitution comme une solution possible pour obtenir de l'argent, un bien ou un service ?

- Oui
- Non

17- Si oui, pour quelles raisons ?

18- Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

19- Avez-vous déjà été client de la prostitution, c'est-à-dire acheté un acte sexuel, avec de l'argent, un bien ou un service ?

- Oui
- Non

Si vous avez coché « oui », merci de prendre en compte les prochaines questions. Sinon, vous pouvez passer directement à la question 27.

20- A quelle fréquence ?

- Une fois
- De temps en temps
- Régulièrement

Autre (précisez)

21- Pouvez-vous nous donner quelques informations sur les personnes à qui vous avez acheté un acte sexuel ?

Par exemple : leur sexe, leur âge, leur nationalité. Sont-elles étudiantes ?

22- De quelle(s) forme(s) de prostitution s'agit-il ?

(plusieurs réponses possibles)

- Appartement
- Bar / Club
- Forêt / Bois
- Hôtel
- Route / Rue
- Salon de massage
- Via Internet
- Contre de l'argent
- Contre hébergement
- Contre autres biens ou services
- Autre (précisez)

23- Si vous avez coché « via Internet », de quel(s) type(s) de site s'agit-il ?

(plusieurs réponses possibles)

- Sites d' « escorting »
- Sites de « sugar baby »
- Sites de rencontres
- Sites de petites annonces généralistes
- Réseaux sociaux
- Forums
- Tchats
- Applications mobiles
- Autres (précisez)

24- Ces sites sont-ils :

(plusieurs réponses possibles)

- Sans inscription
- Avec inscription gratuite
- Avec inscription payante
- Autres

25- Si vous le souhaitez, vous pouvez indiquer le nom des sites utilisés :

26- Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

27- Dans votre entourage, avez-vous connaissance de personnes en situation de prostitution ?

- Oui
- Non

Si vous avez coché « oui », merci de prendre en compte les prochaines questions. Sinon, vous pouvez passer directement à la question 32.

28- Si oui, combien de personnes sont concernées ?

29- Pouvez-vous nous donner quelques informations sur ces personnes ?
Par exemple : leur sexe, leur âge, leur nationalité... Sont-elles étudiantes ?

30- De quelle(s) forme(s) de prostitution s'agit-il ?
(plusieurs réponses possibles)

- Appartement
- Bar / Club
- Forêt / Bois
- Hôtel
- Route / Rue
- Salon de massage
- Via Internet
- Contre de l'argent
- Contre hébergement
- Contre autres biens ou services
- Autre (précisez)

31- Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

32- Dans votre entourage, avez-vous connaissance de clients de la prostitution ?

- Oui
- Non

33- Si oui, combien de personnes sont concernées ?

34- Pouvez-vous nous donner quelques informations sur ces personnes ?
Par exemple : leur sexe, leur âge, leur nationalité... Sont-elles étudiantes ?

35- Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Pour lutter contre le système prostitutionnel, la Loi du 13 avril 2016 instaure quatre piliers complémentaires :

- **Le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains**
- **La prévention**
- **L'accompagnement des personnes en situation de prostitution, avec notamment la création d'un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle**
- **L'interdiction de l'achat d'actes sexuels et la responsabilisation des acheteurs**

34- Avez-vous déjà entendu parler de cette loi ?

- Oui
- Non

35- Avez-vous connaissance d'associations ou d'autres structures qui viennent en aide aux personnes en situation de prostitution ? Lesquelles ?

36- Souhaiteriez-vous être davantage informé.e sur le système prostitutionnel et/ou la loi du 13 avril 2016 ?

- Oui
- Non

37- Si vous souhaitez être tenu.e informé.e des suites de ce diagnostic, merci d'indiquer votre adresse email :

38- Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Merci beaucoup pour votre participation !

Pour toutes informations, n'hésitez pas à contacter :
Lucie Gil, chargée de mission diagnostic et communication
Amicale du Nid
01 44 52 56 40 / lucie.gil.adn@gmail.com